

By

**EWAG**

JANVIER - FÉVRIER - MARS  
2025 N° 12

## LOGEMENT

Un engagement collectif

## 5 CHOSES À SAVOIR

Le partage des profits en entreprise

## LIFESTYLE

En balade avec Baki Arbia

### Dauphin telecom

**Lyva Viotty**, responsable marketing  
**Mélina Lecompte**, coordinatrice support commercial et administratif  
**Romain Plagneux**, responsable commercial des Îles du Nord

**DOSSIER**  
VIVRE ENSEMBLE

LE CARNAVAL  
DE ST-MARTIN,  
UNE TRADITION  
À FORT POTENTIEL !

« NOTRE ANCRAGE  
TERRITORIAL EST  
SOLIDE »



Vous recherchez un **talent** ?



Vous recherchez un **emploi** ?

Trouvez celui ou celle qui partage vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

ANTILLES-GUYANE  
contact@bonfilon.info



## Dessine-moi le **vivre ensemble**

Si le vivre-ensemble était un pays, sans doute aurait-il les contours de St-Martin. Sur le territoire chorale qui réunit officiellement Français et Hollandais, vivent une multitude de personnes aux origines et identités variées. Chacun grandit avec ses propres attentes et espérances, et le territoire s'organise pour veiller à ce que la cité permette à tous de se projeter et de s'inventer. La tâche est vaste et les efforts continus pour créer les conditions favorables, se mobiliser collectivement sur la gestion des déchets, planifier une politique logement ambitieuse, se donner les moyens d'accompagner les professionnels dans leur transformation digitale, encourager les initiatives d'artisans, réussir à donner les bons outils de développement aux entreprises au bon moment, inviter chacun à se saisir de son avenir.

Si, par nature, les défis du territoire retentissent plus fort que ses succès, gardons le cap collectif bien en vue. C'est le sens du rendez-vous que nous donnons à nos lecteurs et nos partenaires chaque trimestre, afin d'échafauder une vue d'ensemble et rester maîtres de nos choix, nos coups de cœur et des étapes à franchir.

« Un sac vide ne tient jamais debout », cite Angèle Dormoy la présidente de la CCISM dans son interview. À nous tous de le remplir.

Mathieu Rached  
Rédacteur en chef  
Saint Martin

# édito

Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur [www.ewag.fr](http://www.ewag.fr)  
Pour nous envoyer un mail : [prenomnom@ewag.fr](mailto:prenomnom@ewag.fr)

**Directeur de publication**  
Laurent Nesty

**Directrice de la diffusion**  
Audrey Barty

**Directrice de la stratégie commerciale**  
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

**Directeur du développement**  
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

**Directeur Guyane**  
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

**RÉDACTION**  
**Rédacteur en chef**  
Mathieu Rached

**Coordination**  
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

**Rédacteurs**  
Adeline Louault - Alix Delmas - Ann Bouard  
Floriane Jean-Gilles - Laetitia Juraver - Sarah  
Balay - Sandrine Chopot - Virginie Geens

**Secrétaire de rédaction**  
Chantal Bigay

**Photographes**  
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim -  
Mathieu Delmer - Raphaël Novella

**Photo couverture**  
Souleyman Studio

**Design graphique**  
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)  
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

**AGENCES**  
**Martinique**  
Élodie Losada (0696 19 31 98)  
Émilie Valérius (0696 81 60 43)  
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

**Guadeloupe**  
Audrey Béral (0690 27 82 22)  
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)  
Mathilde De Denaro (0691 24 28 92)

**Assistante commerciale**  
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

**Guyane**  
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

**DIFFUSION**  
**Brand content manager**  
Anouck Talban

**Cheffe de projet contenu & social media manager**  
Léo Vignocan (0696 28 75 26)

**Community manager (alternance)**  
Noémie Marlet

**VIDÉO**  
**Directeur du pôle vidéo**  
Robin Lelièvre (0690 34 90 01)

**JRI**  
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)  
Sariatha Boulard

**DISTRIBUTION**  
**Guyamag** : Iguanacom (0694 26 55 61)  
**Karumag** : Colibri Agency (0690 53 72 30)  
**Madinmag** : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



**EWAG GUADELOUPE - SIÈGE**  
Rue H.Becquerel - BP2174  
97195 Jarry Cedex  
0590 41 91 33

**EWAG GUYANE**  
5 Chemin Grant  
Lotissement Montjoyeux  
97300 Cayenne  
0694 26 55 61

**EWAG MARTINIQUE**  
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest  
Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,  
97200 Fort-de-France  
0596 30 14 14

Elles ont contribué à ce numéro



**Jessica Schwaller**  
Graphiste



**Sarah Balay**  
Rédactrice



**Lou Denim**  
Photographe

## VOTRE SANTÉ, VOTRE PLUS BEL INVESTISSEMENT !



[gfacaraibes.fr](http://gfacaraibes.fr) *Asiré nou la !*

Particuliers, TNS, optez pour la formule santé adaptée à vos besoins et bénéficiez d'une remise allant jusqu'à 25%\* sur votre complémentaire santé, La Santé Caraïbes.



**GFA  
CARAÏBES**

Document non-contractuel à caractère publicitaire. Les garanties peuvent donner lieu à exclusions, limitations et franchises. Pour connaître le détail, l'étendue et les conditions de garantie, reportez-vous aux dispositions générales et particulières du contrat. La souscription d'un contrat ou de certaines garanties demeure soumise à nos règles d'acceptation des risques.  
\*Pour toute nouvelle souscription d'un contrat La Santé Caraïbes GFA Caraïbes, en tacite reconduction. Offre valable du 06/03/2025 au 31/03/2025.



12



20



32



40



24



64



38

### À LA UNE

8/ **Dauphin Telecom.** Notre ancrage territorial est solide

### TERRITOIRES

- 12/ Femmes et sciences : un enjeu de société
- 16/ **Fipcom-Medef.** Un dialogue sur nos défis économiques
- 18/ Brèves
- 20/ **Collectivité.** Louis Mussington, à bâtons rompus
- 22/ Image du mois
- 24/ **CCISM.** « Construire des ponts à la place des murs »

- 26/ **Collectivité.** Un partenaire de poids pour l'habitat
- 28/ En chiffres
- 30/ **Collectivité.** Gestion des déchets, un effort collectif nécessaire !
- 32/ **CGSS.** Une transition guidée par l'action
- 34/ **Caisse des Dépôts.** Une présence à chaque étape du parcours de vie

### ENTREPRISES

- 36/ **Carrière d'Ultramarin.** « Le citoyen doit s'intéresser à la technologie »
- 38/ **CGSS.** 3 bonnes résolutions pour 2025

- 40/ **CCISM.** Marie Ashlie Martin, entre passion et transmission
- 42/ Le tiralo d'orange fever, un succès inclusif

### DOSSIER

- // **Le carnaval de saint-martin**
- 44/ Dossier de la rédaction

### EXPERTISE

- 52/ L'inclusion, un pari gagnant
- 54/ **CAAG.** 5 bonnes pratiques pour déclarer un sinistre !
- 56/ **Crédit Mutuel.** Pourquoi s'intéresser à l'épargne salariale ?

### LIFESTYLE

- 58/ Itinéraire arty
- 60/ Une journée à Saint-Martin
- 61/ Littérature
- 62/ Instant déco avec Chloé Lasserre
- 63/ 45 minutes (ou presque) pour mieux comprendre... le consentement
- 64/ En balade avec Baki Arbia
- 65/ **Ewag buzz** : ce qu'il ne fallait pas louper

# Sommaire

# NOTRE ANCRAGE TERRITORIAL EST SOLIDE

Acteur incontournable de la télécommunication aux Antilles-Guyane depuis 27 ans, Dauphin Telecom ne cesse d'innover pour accompagner les professionnels dans leur transformation digitale. Le point avec Méлина Lecompte, coordinatrice support commercial et administratif, Lyva Viotty, responsable marketing, et Romain Plagneux, responsable commercial des Îles du Nord.

Texte Sandrine Chopot – Photo Souleyman Studio

## 2025, un vent de nouveautés souffle chez Dauphin Telecom. Quelles sont les offres DT Business ?

**Romain Plagneux :** L'accompagnement et le renforcement de la proximité avec nos clients est au cœur de nos préoccupations. Au cours de ces 18 derniers mois, notre équipe commerciale s'est étoffée avec le recrutement de commerciaux experts, proactifs et force de propositions. Du restaurateur en passant par la petite entreprise ou encore une collectivité, nos équipes sont sur le terrain au plus près des professionnels pour leur proposer des offres sur-mesure, les accompagner dans l'appropriation de leurs solutions de téléphonie, VoIP, visio-conférence, Cloud... Un numéro dédié aux abonnés DT Business (0801 100 777) a d'ailleurs été mis en place pour leur assurer une assistance 24h/24h.

## De nouveaux forfaits mobiles et internet sont-ils proposés aux professionnels ?

**R.P. :** Tout à fait. Aujourd'hui ce sont plus de 70 % des entreprises de Saint-Martin et Saint-Barthélemy qui ont choisi de nous faire confiance. Pour répondre à leurs attentes, nous avons travaillé des forfaits mobiles flexibles, accessibles, boostés en data qui vont jusqu'à 400 Go d'internet et incluent un service de roaming (pass voyage) jusqu'à 40 Go. Ce qui permet à nos clients de rester connectés, même à l'étranger.

## La fibre optique, toujours d'actualité ?

**R.P. :** Plus que jamais ! Les équipes sont mobilisées sur la fibre optique afin de fournir aux entreprises des Îles du Nord un accès internet ultra rapide et sécurisé. La mise à disposition du très haut débit sur le secteur de Grand-Case est prévu dès la fin de ce premier trimestre. Il est important de rappeler que Dauphin

Telecom peut fournir un accès très haut débit sur l'ensemble des deux îles : partout où il y a la fibre, il y a Dauphin Telecom.

## Et quid de la 5G ?

**R.P. :** Concernant la 5G, son déploiement est progressif sur Saint-Martin avec une ouverture prévue au cours de cette année. L'objectif étant de garantir une couverture mobile optimale et fiable répondant aux besoins croissants en connectivité du territoire tout en assurant la continuité du réseau actuel. La 5G va permettre des vitesses de connexion plus rapides que ce soit pour du streaming, des appels et connexions professionnelles.

## En tant qu'acteur économique majeur à Saint-Martin, quelle est votre stratégie en termes de recrutement, de formation ?

**L.V. :** Dauphin Telecom c'est aujourd'hui +130 collaborateurs répartis dans toutes les Antilles-Guyane. La stratégie du groupe est de favoriser l'emploi local car nous tenons à notre ADN antillo-guyanais. C'est aussi important pour nos clients, car nos collaborateurs ont une parfaite connaissance des sujets et problématiques de notre région. En 2025, l'entreprise compte renforcer sa présence en Guadeloupe, Martinique, Saint-Barthélemy et Guyane avec toujours pour ambition d'intégrer les jeunes talents de nos territoires.

Concernant la formation, nous recevons régulièrement des stagiaires de différents niveaux allant du collège aux études supérieures. Nous travaillons en étroite collaboration avec le lycée professionnel Daniela Jeffry et l'Académie des métiers à Saint-Martin.

« Nous soutenons depuis toujours les initiatives visant à développer notre territoire, son développement économique et social ainsi que son identité culturelle. »

Méлина Lecompte, coordinatrice support commercial et administratif



**Méлина Lecompte,**  
coordinatrice support  
commercial et administratif  
**Romain Plagneux,**  
responsable commercial  
des Îles du Nord  
**Lyva Viotty,**  
responsable marketing

**Dauphin Telecom, est-ce aussi un engagement fort au service de l'île et de ses valeurs ?**

**Mélina Lecompte :** Notre ancrage territorial est solide. Au-delà des entreprises, nous soutenons depuis toujours les initiatives visant à développer notre territoire, son développement économique et social ainsi que son identité culturelle. Institutions, collectivités, associations, établissements scolaires, et CCI sont autant d'organismes avec lesquels nous travaillons dans ce but. En 2025, notre engagement se poursuit, notamment en collaboration avec La Maison des femmes, Initiative Saint-Martin, la Chambre consulaire interprofessionnelle de Saint-Martin (CCISM) et bien d'autres dont le travail est un soutien précieux pour notre communauté.

**Dauphin Telecom ne limite pas son expansion à Saint-Martin ?**

**L.V. :** Nous allons continuer à développer notre expertise sur le territoire de Saint-Martin mais aussi poursuivre notre expansion dans nos territoires d'intervention incluant Saint-Barthélemy, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane avec une volonté d'offrir des services toujours plus performants et adaptés aux besoins spécifiques de chacun. Une volonté qui reflète l'ambition constante de Dauphin Telecom : offrir le meilleur de la technologie tout en restant au plus près de sa communauté !

**Tous les trois, vous semblez très fiers et heureux de travailler pour Dauphin Telecom**

**R.P. :** Le Dauphin d'aujourd'hui, c'est une équipe jeune, la plupart des trentenaires, motivée qui marche sur les pas de ceux qui ont créé l'entreprise apportant toujours de nouvelles idées pour répondre au mieux aux besoins des clients et du territoire.

**M.L. :** Il ne faut pas oublier les ingénieurs, l'équipe administrative, les agents d'accueil qui sont en background, mais qui œuvrent au quotidien pour faire rayonner l'entreprise. Notre force, c'est d'être une équipe très soudée et passionnée.

**L.V. :** Depuis 27 ans, Dauphin Telecom s'impose comme un acteur de référence dans les Antilles-Guyane. La nouvelle génération travaille main dans la main avec l'équipe fondatrice pour continuer cette belle histoire et faire briller notre territoire de naissance !

« En 2025, l'entreprise compte renforcer sa présence en Guadeloupe, Martinique, Saint-Barthélemy et Guyane. »

*Lyva Viotty, responsable marketing*



POUR UNE  
EXPÉRIENCE CLIENT  
OPTIMALE

4 QUESTIONS À

Lyva Viotty et Mélina Lecompte

**LA REFONTE DES SITES INTERNET EST UN DES GRANDS CHANTIERS**

**L.V. :** Pour offrir à nos clients une expérience utilisateur à la fois ergonomique et fluide, nous avons repensé et modernisé nos sites internet [www.dauphintelecom.com](http://www.dauphintelecom.com) et [www.dauphintelecom-business.com](http://www.dauphintelecom-business.com), pour qu'ils soient encore plus intuitifs et que la navigation soit facilitée. Les sites permettent à nos clients de découvrir très facilement nos nouvelles offres et promotions en cours. À visiter absolument !

**LA COMMUNICATION, UN DES PILIERS DE VOTRE STRATÉGIE**

**L.V. :** Des investissements importants sont réalisés au niveau de la communication, du marketing. Notre équipe marketing s'est renforcée et compte aujourd'hui 5 personnes, dont 2 graphistes, une cheffe de projet digital et un chargé de communication. Nous avons retravaillé notre identité visuelle, nos canaux de communication, et avons particulièrement intensifié notre présence digitale, notamment via nos réseaux sociaux et la collaboration avec des créateurs de contenu locaux. Nous visons à anticiper les évolutions et nous réinventer sans cesse pour répondre aux besoins et aux codes d'un monde qui évolue très vite.

**LES AGENCES DE MARIGOT ET HOPE ESTATE DE SAINT-MARTIN ONT FAIT PEAU NEUVE**

**M.L. :** Effectivement ! Depuis fin 2024, les équipes commerciales accueillent nos clients dans des espaces de vente modernes et chaleureux. Ce n'est plus le produit qui est au cœur de l'attention, mais bien le client. Nos équipes sont formées pour faire en sorte qu'il se sente à l'aise, en confiance. On travaille l'olfactif, la musique. L'idée est qu'il vive une expérience unique, qu'il se sente comme chez lui. À l'occasion de cette rénovation, un corner TV a été créé afin d'informer au mieux les clients des offres fibre + TV, résultat de notre partenariat avec CANAL+. Nous travaillons en permanence sur l'animation de nos agences pour les rendre encore plus attractives.

**JUSTEMENT UN PARTENARIAT INÉDIT A ÉTÉ SIGNÉ AVEC CANAL+**

**M.L. :** C'est une grande première avec le géant de la télévision. Ce partenariat permet de proposer aux particuliers des offres combinant la vitesse et la sécurité de la fibre Dauphin Telecom et le meilleur du divertissement CANAL+ : sport, culture, cinéma, séries, chaînes locales. L'utilisateur a le choix de ses bouquets et ce, dès 53,80 €/mois (fibre incluse). Toutes les équipes ont été formées à ce produit pour être force de propositions auprès de notre clientèle. Concernant les professionnels, cette offre a été également déployée notamment pour les SCI qui proposent de la location saisonnière.

**UN SAUT DANS LE PASSÉ...**

Scannez ce QR Code pour revivre, avec humour et nostalgie, l'évolution des télécommunications à Saint-Martin à travers les souvenirs des habitants. Un micro-trottoir qui vous rappellera à quel point nos habitudes ont changé... et comment Dauphin Telecom a accompagné cette transformation !



# FEMMES ET SCIENCES : UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

Le 11 février, le monde célébrait la Journée internationale des femmes et des filles de science. Pourtant, malgré de nombreuses initiatives, les femmes restent sous-représentées dans les domaines scientifiques. Aux Antilles-Guyane, où les défis sont majeurs, la mixité est plus que jamais essentielle. Texte Sarah Balay

« Rien dans la vie n'est à craindre, tout est à comprendre. » Cette célèbre citation de Marie Curie, chimiste et physicienne, première femme doublement récompensée par le prix Nobel, a résonné, début février, dans plusieurs collèges et lycées de Guadeloupe. À l'occasion de la journée internationale des femmes et des filles de science, l'Académie organisait la 5e édition d'Ingénieure au féminin, un rendez-vous interactif et ludique (avec un quiz notamment, à retrouver en fin d'article) destiné à encourager les jeunes filles à embrasser des carrières scientifiques. Au lycée Charles Coeffin de Baie-Mahault, l'admiration se lisait sur les visages des élèves de deux classes de seconde face aux témoignages passionnés de quatre mairaines, ingénieures de formation : Aline Banaïas, (systèmes énergétiques), Lindsay Quimpert (chimie et matériaux), Débora Caille (génie d'aménagement) et Mélissa Philomin (génie civil et environnement). Par petits groupes, les élèves ont pu ensuite échanger avec chacune d'entre elles et participer à des ateliers. Une véritable opportunité pour ces lycéens, et surtout lycéennes qui, bénéficient tout au long de l'année et hors du temps scolaire, d'initiatives visant à stimuler la mixité dans les sciences. Parmi elles, des événements phares comme Outre-mer Girls Tech Day, Challenge InnovaTech ou des hackathons incitant leur engagement dans ces domaines encore majoritairement masculins. « Il est essentiel d'agir sur le terrain et de multiplier les actions », confie Sophie Lubin, fondatrice de l'association Maryse Project, qui

œuvre à « poser les fondations solides d'une génération tech et responsable, au service des Outre-Mer ». « Localement, de nombreuses femmes scientifiques s'investissent pour inspirer et accompagner les jeunes filles, à l'image de Christine Barul, épidémiologiste, Gaëlle Gruel, docteur en microbiologie, Maïlie Saint-Hilaire, docteur en sciences agronomiques, Linda Chalder, docteur en biochimie médecine-moléculaire ou Ludivine Lasserre doctorante en informatique. »

## MANQUE DE CONFIANCE ET STÉRÉOTYPES

Selon Guylène Bussac, inspectrice académique et inspectrice pédagogique régionale en science technique industrielle en Guadeloupe, toutes ces actions de sensibilisation ont un impact positif sur nos territoires. « Nous affichons des scores nettement supérieurs à l'échelle nationale », explique-t-elle. « C'est le cas, par exemple, de la série technologique STI2D (sciences et techniques de l'industrie et du développement durable) avec 16 % de filles contre 8 % dans l'Hexagone. Une tendance qui se retrouve en Martinique également. » Malgré ces avancées, des progrès restent à faire. « Le principal frein demeure le manque de confiance en soi, renforcé par des stéréotypes persistants qui leur donnent l'impression que le monde scientifique n'est pas fait pour elles. »

Alors que la France s'inquiète de la lente disparition des filles des filières scientifiques, l'UNESCO vient de lancer un appel à l'action pour « combler l'écart entre les genres en science ».

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture envisage d'éliminer les stéréotypes et les préjugés liés au genre dans le domaine de la science en renforçant la visibilité des modèles féminins inspirants ; en facilitant l'accès des filles aux formations scientifiques grâce à des stratégies et initiatives éducatives innovantes et, enfin, en créant des environnements de travail inclusifs, favorisant l'épanouissement et la progression des femmes scientifiques grâce à des politiques d'égalité et de diversité. L'enjeu est de taille, car sans diversité, la science se priverait d'une richesse essentielle à son évolution.

© Sandrine Gueymard



## LES RENDEZ-VOUS MARQUANTS AUX ANTILLES-GUYANE

> **Journée Ingénieure au féminin** dans les collèges et lycées (5e édition dans l'académie de Guadeloupe) ;

> **Outre-mer Girls Tech Day (OMGTD)** : événement dédié à l'inclusion de la jeunesse dans les métiers de la tech (14-18 ans) organisé en Guadeloupe, Martinique et bientôt en Guyane (association Maryse Project) ;

> **Hackathon pour la jeunesse** : compétition d'innovation pour générer des idées et concevoir des solutions sur une période très courte ;

> **Challenge InnovaTech**, créé depuis dix ans, dans 21 régions de France et dans les outre-mer par l'association Elles Bougent ;

> **Dialogue, santé, société**, première édition en Guadeloupe : rencontre autour de la vulgarisation scientifique organisée par l'association Karibbean Sciences présidée par Lynda Chalder, docteur en biochimie-médecine moléculaire ;

> Exposition « **Les filles, Osez les sciences !** », organisée en Martinique par le Carbet des Sciences ;

> **Webinaire** de l'association Femmes et sciences sur le climat dédié aux enseignants de l'académie de Guyane ;

> **Prix Amelia Earhart** (10 000 dollars) attribué jusqu'à 30 femmes poursuivant des études de doctorat en ingénierie aérospatiale et en sciences spatiales. Cette bourse peut être utilisée dans n'importe quelle université dans le monde.

© Sandrine Gueymard



## EN CHIFFRES

### Dans le monde :

- **1** scientifique sur **3** est une femme ;
- Moins de **2/5** des diplômés en STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) sont des femmes ;
- Seulement **12 %** des membres des académies nationales des sciences sont des femmes.

### En France :

- La proportion de femmes diplômées en STIM a baissé de **6 %** entre 2013 et 2020 (enquête Gender Scan Etudiants 2024) ;
- Les lycéennes sont sous-représentées dans les disciplines scientifiques : **14 %** en sciences de l'ingénieur, **42 %** en maths et **46 %** en physique-chimie ;
- À la rentrée 2024, le nombre de femmes parmi les nouveaux étudiants inscrits à Polytechnique était de **16 %** contre **23 %** en 2023.

### Aux Antilles (rentrée 2024) :

- En NSI (numérique et sciences informatiques), l'académie de Guadeloupe\* accueille **26 %** de filles en première contre **18 %** en terminale ;
- En SI (sciences de l'ingénieur) : **26 %** de filles en première contre **15 %** en terminale ;
- En série technologique STI2D (sciences et techniques de l'industrie et du développement durable) : **16 %** de filles ;

\*La tendance est quasi similaire dans l'académie de Martinique.

## TÉMOIGNAGES

### « Rêver grand »

Débora Caille, ingénieure en génie d'aménagement à Basse-Terre, marraine de la journée Ingénieure au féminin au lycée Charles Coeffin de Baie-Mahault.

« Ce n'est pas toujours facile d'évoluer dans un milieu masculin. Il faut réussir à s'imposer, c'est vrai. Mais en général, lorsque les compétences sont là, tout se fait plutôt naturellement. C'est important pour moi de partager mon expérience auprès des jeunes, car à l'époque, je n'avais personne vers qui me tourner. J'aime leur conseiller deux choses essentielles : rêver grand et se donner les moyens. Le plus important est d'avoir son propre objectif. Choisir de faire ce que nous aimons vraiment sans se laisser influencer par les parents ou les autres. C'est aussi très important de ne pas s'isoler et de s'appuyer sur des modèles de réussite. »



© lycée Charles Coeffin, Baie-Mahault

### « Stimuler la diversité »

Sophie Lubin, fondatrice de l'association Maryse Project dont l'action phare est l'Outre-mer Girls Tech Day.

« Tous les problèmes que rencontrent nos territoires (climat, économie circulaire, déchets, habitat, etc.) seront résolus par la science. Nous avons besoin d'ingénieurs, de scientifiques et d'informaticiens... Mais il faut avant tout une diversité d'approches et de regards. Ce qui compte, c'est la multiplicité des modes de pensée. Il ne s'agit donc pas d'opposer hommes et femmes, mais d'encourager la complémentarité : plus les profils seront variés, plus la science avancera. Le risque ? Un déséquilibre. Exclure les femmes, c'est limiter les perspectives et ralentir les solutions. En informatique, par exemple, et plus encore avec l'essor fulgurant de l'IA, ceux qui façonnent les technologies influencent directement notre quotidien. Sans diversité, le monde sera pensé par une seule catégorie de la population. »



© Karollyne Hubert



## Femmes et ingénieures : testez vos connaissances !

L'ingénierie est depuis longtemps, et encore aujourd'hui, perçue comme un domaine réservé aux hommes. Pourtant, des femmes pionnières ont marqué son histoire, bousculant les idées reçues tout en ouvrant la voie aux générations suivantes. Extrait d'un quiz proposé aux collégiens et lycéens lors de la Journée Ingénieure au féminin.

1. En quelle année fut diplômée la première femme ingénieure en France ?
2. Qui était la première femme noire ingénieure à intégrer la Nasa ?
3. Quand la mixité a-t-elle été rendue obligatoire à l'école ?
4. Quel est le pourcentage de femmes dans les écoles d'ingénieurs ?
5. Qu'est-ce que l'effet « Matilda » ?
6. Citer 3 femmes scientifiques victimes de l'effet « Matilda »
7. Qu'est-ce que le stéréotype de genre ?
8. Citer 3 femmes dont les recherches ont contribué à l'écologie.
9. En quelle année la première femme a été élue à l'académie des sciences ?
10. Combien d'années d'études supérieures au minimum faut-il faire pour devenir ingénieur(e) ?

**Réponses :** 1. Les premières diplômées et futures « ingénieuses » sortent de l'École des mines de Saint-Étienne en 1919 et de l'École centrale en 1921. 2. Mary Winston Jackson (en photo), née en 1921, était une Américaine mathématicienne et ingénieure en aérospatial. 3. Le 11 juillet 1975 (loi Haby) 4. 28 %. 5. L'effet Matilda est le déni ou la minimisation récurrente et systémique de la contribution des femmes scientifiques à la recherche, dont le travail est souvent attribué à leurs collègues masculins. 6. Nettie Stevens, biologiste américaine qui a découvert les chromosomes X et Y et leur rôle dans la détermination sexuelle. Marthe Gautier, cardio-pédiatre française qui a découvert le chromosome à l'origine de la trisomie 21 et Rosalind Franklin, biologiste britannique qui a mis en évidence la structure à double hélice de l'ADN. 7. Préjugés quant aux attributs ou caractéristiques que les femmes et les hommes possèdent ou doivent posséder et aux rôles qu'ils jouent ou doivent jouer. Exemple : Les filles ne savent pas conduire. 8. Anita Conti, océanographe française, première lanceuse d'alerte sur la surexploitation des espèces ; Anna Mani, météorologue indienne qui travaille sur la sonde de mesure d'ozone et Azza Abdel Hamid Faiad, lycéenne égyptienne qui trouve un catalyseur qui permet de transformer les déchets plastiques en biocarburant. 9. Le 14 mai 1979, avec Yvonne Choquet-Bruhat, mathématicienne et physicienne, pionnière des études sur les ondes gravitationnelles. 10. Entre 5 et 6 ans minimum. (Source : Éducation nationale)

Visite ministérielle

# UN DIALOGUE SUR NOS DÉFIS ÉCONOMIQUES

**Manuel Valls** effectuait sa première visite aux Antilles, avec la casquette de ministre des Outre-mer du 14 au 19 mars. Et c'est par les Îles du Nord qu'il a commencé son périple axé sur les dossiers majeurs de l'insécurité et de la vie chère. Deux problématiques qui ont des conséquences directes sur l'économie de Saint-Martin... parmi d'autres. La Fipcom-Medef n'a pas manqué l'occasion de monter au créneau.

Texte et photo Ann Bouard



C'est lors d'un dîner dans un restaurant de Grand-Case que quelques socio-professionnels triés sur le volet ont pu échanger à brûle-pourpoint avec le ministre d'État. Michel Vogel, président de la Fipcom-Medef EF Saint-Martin, Jean Arnell (PDG de Computech) et Eve Riboud (directrice générale de Dauphin Telecom) ont saisi l'opportunité pour mettre sur la table sept dossiers majeurs.

## QUEL AVENIR POUR LA LODEOM ?

Le dispositif d'exonérations de charges patronales joue un rôle fondamental dans la compétitivité des entreprises. En 2018-2019, le MEDEF Saint-Martin, avec l'appui de la FEDOM et du conseiller ministériel Fabrice Thibier (aujourd'hui secrétaire général de la Préfecture), avait obtenu son maintien. Si un « raboutage » massif a été évité en 2025, son avenir reste en suspens. Les acteurs économiques demandent donc un engagement du gouvernement pour une concertation dès le printemps et la publication du rapport d'évaluation IGF/IGAS.

## DÉFISCALISATIONS HÔTELIÈRES OU DES FRICHES

L'augmentation des taux de réduction d'impôt pour la rénovation hôtelière dans la loi de finances 2025 est un signal positif. Toutefois, les schémas locatifs d'investissement, largement utilisés à Saint-Martin en raison de son autonomie fiscale, n'ont pas été majorés. Une révision du dispositif est donc nécessaire pour répondre pleinement aux besoins du secteur touristique local. Introduite en 2024, l'aide fiscale à l'investissement pour la réhabilitation des friches hôtelières et industrielles, elle, demeure restrictive, car excluant la démolition-reconstruction pour d'autres usages que l'hôtellerie ou l'industrie. À Saint-Martin, où l'espace est limité, il est nécessaire d'élargir le dispositif pour optimiser l'usage du foncier et de revitaliser l'économie locale.

## DÉFISCALISATION ET HAUT DÉBIT : UN SOUTIEN SUSPENDU

Depuis janvier 2024, les investissements dans le secteur du haut débit sont exclus de la défiscalisation outre-mer suite à une modification du RGEC par la Commission européenne. Le gouvernement a promis de notifier la Commission pour réintégrer ces investissements dans le dispositif, mais l'instruction des dossiers est actuellement suspendue. Les acteurs locaux attendent une clarification sur l'avancée de ce processus.

## ADAPTATION DES NORMES DE CONSTRUCTION : UNE AVANCÉE À CONCRÉTISER

Le Parlement européen a autorisé les Outre-mer

à déroger au marquage CE pour les matériaux de construction, ce qui ouvre la porte à une certaine liberté d'approvisionnement. Un amendement adopté par le Sénat prévoit la création de comités locaux pour adapter les normes aux réalités insulaires. Quel sera le soutien du gouvernement pour garantir l'intégration des acteurs locaux dans ces comités et accompagner cette initiative jusqu'à son aboutissement ?

## DISCONTINUITÉ TERRITORIALE : UNE INÉGALITÉ CRIANTE

Comparée aux autres territoires insulaires européens, la France investit peu dans la continuité territoriale pour l'Outre-mer (16 €/habitant contre 257 €/habitant pour la Corse). Ce déséquilibre pénalise la mobilité des habitants et fragilise l'économie locale. Une révision de cette politique est demandée pour assurer un soutien équitable aux territoires ultramarins.

## JUGE CONSULAIRE : UNE REPRÉSENTATION À RÉÉQUILIBRER

Saint-Martin et Saint-Barthélemy, bien que générant la majorité du contentieux économique traité par le Tribunal mixte de commerce, ne sont pas représentés au sein de cette instance. Une modification des textes est demandée pour intégrer les élus de la CCISM et de la CEM dans le collège électoral afin de mieux refléter la réalité économique des Îles du Nord.

## TRANSPORTS MARITIMES : L'URGENCE DE LA POPULATION

Les grèves dans les ports de l'Hexagone de même que les conditions climatiques génèrent des surcoûts et des pénuries. La suppression de la ligne directe Le Havre-Sint-Maarten d'ici 2027 va entraîner des délais d'acheminement plus longs, menaçant l'approvisionnement des îles. Une cellule de coordination public-privé est demandée pour anticiper ces défis et sécuriser la logistique maritime.



# 3,2 M€ SUR 25 ANS

C'EST LE MONTANT DU PRÊT ACCORDÉ PAR LA BANQUE DES TERRITOIRES À L'ÉTABLISSEMENT PORTUAIRE AFIN DE SOUTENIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DU PORT DE GALISBAY ET AMÉNAGER SON TIRANT D'EAU. L'INSTITUTION A ÉGALEMENT ACCORDÉ UNE AIDE AU DÉMARRAGE DE 30 000 € POUR LE LIVING MUSEUM.



## UNE DESTINATION LABÉLISÉE

Reconnu au national, le label de France Station Nautique valorise les destinations offrant une diversité et une qualité de services nautiques. Fort de ce label « Station nautique niveau 2 », Saint-Martin se positionne désormais comme une destination de premier plan pour les sports et loisirs nautiques. Le label donne aussi à Saint-Martin l'opportunité de mettre en avant ses atouts maritimes, tout en

garantissant un développement durable et harmonieux de ses infrastructures nautiques.



## TERRE DE SOMMELIERS

Créée en 2020 à Saint-Barth, l'association des sommeliers des Îles du Nord était affiliée à l'UDSF (Union de la sommellerie française) depuis 2021. Après seulement 4 ans, Saint-Martin acquiert son autonomie et devient 25e région de l'Union de la sommellerie française. L'UDSF-Saint-Martin est présidée par Stéphane Émorine, du restaurant le Cottage à Grand Case. Ce dernier a été sacré Maître sommelier en décembre 2024, une distinction prestigieuse qui récompense des années de passion et une connaissance exceptionnelle des vins.

## Jahkim Carty : l'avenir du cyclisme saint-martinois

Après avoir fait ses armes sur les routes de Saint-Martin dès le plus jeune âge au sein du vélo club de Sandy Ground, Jahkim Carty s'est envolé vers l'Hexagone où il a décroché un contrat de stagiaire chez les pros dans l'équipe Nice Métropole Côte d'Azur. À 18 ans, il cumule déjà plusieurs titres, dont celui de Champion des Caraïbes du contre-la-montre junior en 2024. Il



est le premier coureur saint-martinois à signer dans une équipe professionnelle !

## RÉUNION PREMIÈRE ÉCOLE PUBLIQUE D'ARCHITECTURE

Depuis le 1er mars, l'île de la Réunion abrite la première école d'architecture publique d'Outre-mer. L'école a ouvert ses portes en 1988 en tant qu'antenne de l'École nationale supérieure d'architecture (ENSA), mais elle a pris désormais son autonomie.



## Bahia Yacine, nouvelle présidente de FCE

L'association Femmes chefs d'entreprise de Saint-Martin, émanation de FCE France, a fêté ses deux ans d'existence. Bahia Yacine, a été élue à la présidence, succédant à Mélanie Del Gobo. Dirigeante de l'agence de communication Sarabi Consulting, et en charge



de la communication de la CCISM, elle ambitionne de renforcer l'ancrage de la délégation au sein de l'écosystème économique et institutionnel local. Elle souhaite également encourager la reconnaissance et l'influence des femmes chefs d'entreprise sur le territoire.



## Une préfecture de plein exercice

Saint-Martin a officiellement accueilli son tout premier préfet de plein exercice, le 10 février. Cyrille Le Vely dispose des pleins pouvoirs et de plus de latitude pour améliorer l'action de l'État dans les Îles du Nord. À ses côtés, Marie Hildegarde Chauveau, directrice de cabinet et sous-préfète et Fabrice Thibier, secrétaire général, complètent cette nouvelle équipe à la tête des services de l'État.

## 2<sup>e</sup> ÉDITION DU SALON DE L'ARTISANAT

Le salon de l'artisanat, organisé à l'initiative de la direction de l'Action culturelle de la Collectivité de Saint-Martin, se tiendra sur le front de mer de Marigot, le samedi 5 avril de 9h à 18h. Il accueille professionnels et artisans, sculpteurs, ébénistes, tapissiers d'ameublement, céramistes, couturiers, bijoutiers, vanniers, ferronniers d'art, peintres... L'occasion pour les résidents de l'île, mais aussi pour les visiteurs de passage, de découvrir toute la palette de créations et de savoir-faire locaux.



Cap sur 2025

# LOUIS MUSSINGTON

## À BÂTONS ROMPUS

À mi-mandat, le président de la **Collectivité de Saint-Martin** revient sur une année 2024 complexe, et se projette sur l'avenir en opérant un tournant politique. « Sans regrets », il donne à ses détracteurs les arguments qui l'ont décidé à conduire une politique sociale sur la première partie du mandat au regard des besoins des administrés, pour ensuite poursuivre les efforts en privilégiant le développement économique sur la deuxième partie du mandat. « Une politique à la fois sociale et économique nécessaire à l'équilibre du territoire. »

Texte Ann Bouard - Photo Raphaël Novella

**Quel regard portez-vous sur l'année qui vient de s'écouler ?**

**Louis Mussington :** 2024 a été une année complexe et pleine de défis, qu'ils soient sociaux, structurels ou sécuritaires. La réussite du territoire repose sur l'attractivité économique et la solidité des institutions. Sans cet équilibre, les obstacles sont plus difficiles à franchir. Malgré 18 années d'existence, la Collectivité n'avait pas encore franchi un cap essentiel en termes de structuration administrative. Certains n'ont pas compris la nécessité d'embaucher, mais il fallait dimensionner notre administration pour être à la hauteur des attentes de la population.

**Vous avez d'abord mis l'accent sur le développement humain. Pourquoi ce choix ?**

Il était urgent d'intervenir sur le plan social face à la souffrance de la population. Cela a pu choquer, mais j'assume l'embauche des jeunes pour les accompagner et leur éviter de sombrer dans la délinquance. Le montant des bourses a été doublé pour les étudiants poursuivant leurs études hors du territoire, avec un premier versement dès décembre pour faciliter leur installation. L'achat de foncier a aussi été critiqué, mais il permet de préserver le patrimoine et de développer des logements sociaux et un EHPAD pour mieux accompagner les aînés.

**Vous avez également pris des décisions sur des dossiers épineux...**

Des dossiers en attente depuis longtemps, comme la reconstitution des carrières, ont été traités malgré l'effort budgétaire important. Une politique publique pour les cimetières a été mise en place afin de rattraper là aussi le retard accumulé. Concernant Air Antilles, ma priorité n'était pas le business mais d'assurer le désenclavement du territoire et de lutter contre le monopole d'Air Caraïbes, notamment pour les citoyens les plus modestes. Je ne regrette rien.

**La sécurité est un enjeu majeur. Quelles actions comptez-vous mener cette année ?**

La tranquillité publique est une condition sine qua non pour un tourisme florissant et de qualité. Sans sécurité, nous ne pourrions pas atteindre nos objectifs. Nous allons renforcer la présence policière dans les quartiers avec l'ouverture de postes de police à Grand-Case, puis à Quartier d'Orléans et Sandy Ground. Dès mars, nous commencerons la réinstallation des caméras de surveillance et le Centre de surveillance urbain (CSU) sera opérationnel en juin. Par ailleurs, la Mission prévention sécurité CLSPD poursuivra ses actions avec ses médiateurs sociaux, et j'irai moi-même dialoguer avec les jeunes dans les quartiers. Je projette également d'organiser un sommet avec Sint-Maarten sur ce thème.

**Vous avez annoncé prioriser l'économie en 2025. Comment cela va-t-il se concrétiser ?**

Le développement économique doit aller au-delà du tourisme, en explorant l'économie bleue, les nouvelles technologies, l'agriculture ou la croissance verte. Les services publics seront modernisés grâce aux technologies numériques pour améliorer les relations avec les citoyens.

**Quels sont les grands projets prévus en 2025 ?**

Les arbitrages budgétaires en mars préciseront les actions, mais plusieurs projets sont déjà prévus : la reconstruction de la médiathèque de Concordia, la construction d'un centre de formation pour le BTP, la réhabilitation des plateaux sportifs et des stades Alberic Richards et Thelbert Carti, la rénovation du réseau routier et la poursuite de l'installation des nouveaux éclairages publics, la réhabilitation des cimetières publics, avec un nouveau site à Cul-de-Sac et la création d'un refuge pour animaux. Il y aura également la mise en service des collèges 600 et 900 et surtout le lancement de la construction de la nouvelle cité administrative de Saint-Martin, un projet qui me tient particulièrement à cœur



Louis Mussington, président de la Collectivité de Saint-Martin

**En quelques mots, comment envisagez-vous 2025 ?**

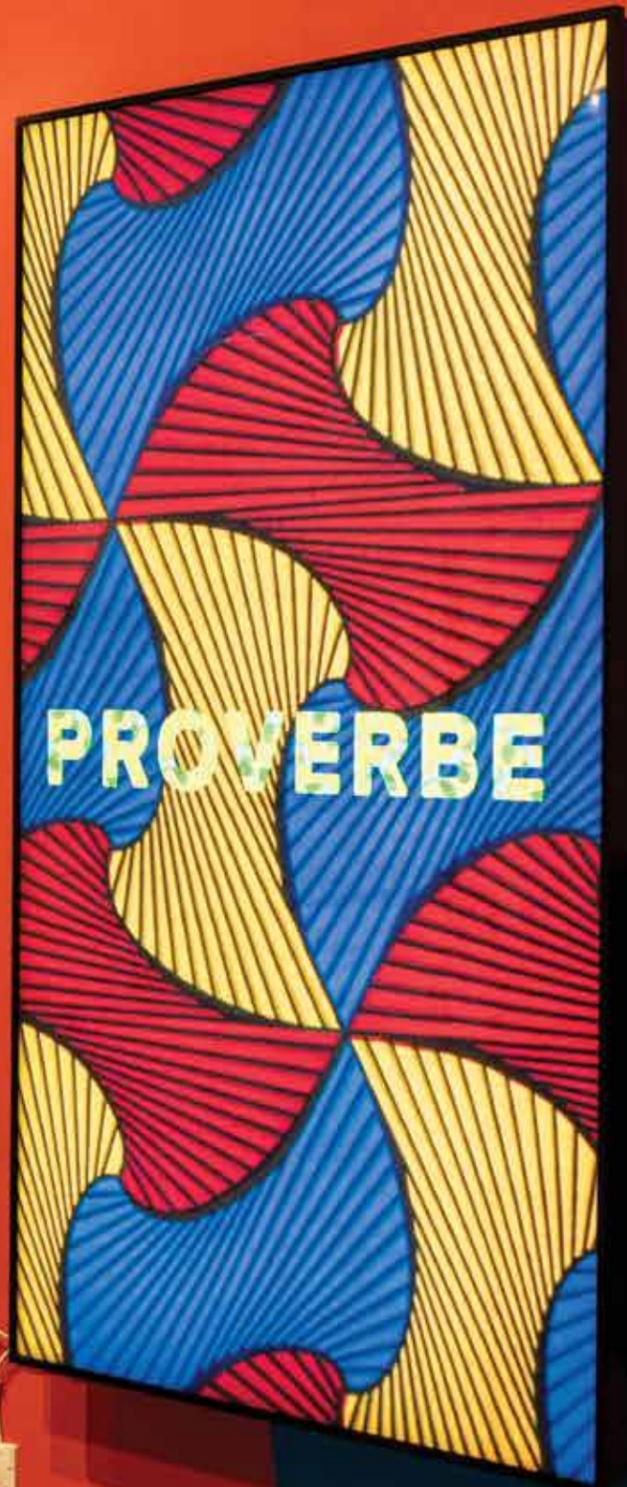
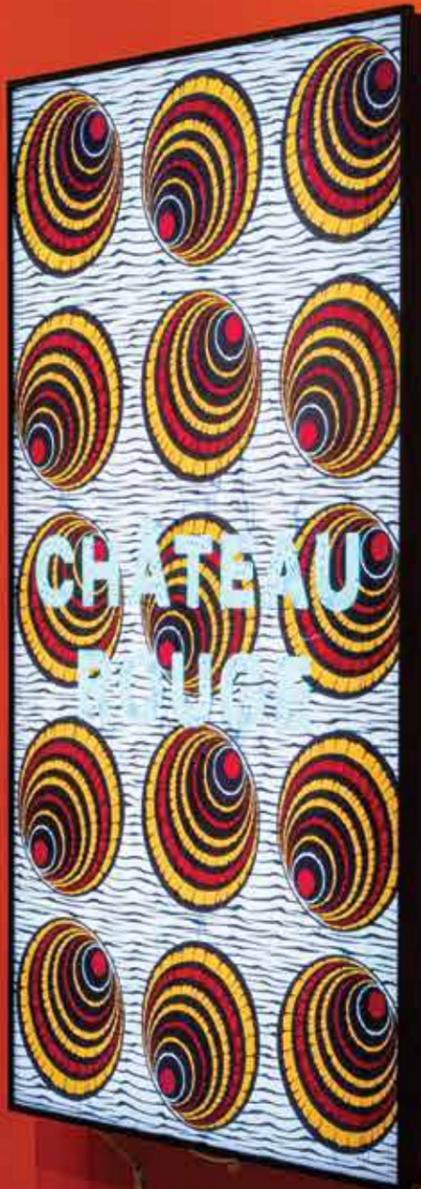
2025 sera l'année du collectif et de la concrétisation des efforts des trois dernières années. Nous allons poursuivre la transformation du territoire avec des projets de proximité qui améliorent concrètement le quotidien des Saint-Martinois. Il faut aller à l'essentiel et à l'utile !

**2025 voit la création de la Préfecture de plein exercice, qu'est-ce que cela va changer ?**

C'était un de mes souhaits depuis le changement statutaire. Cette préfecture va nous permettre d'avoir un véritable centre de décision sur le plan administratif et de gérer directement les fonds de l'Union européenne. C'est une avancée capitale pour notre territoire.

# wax!

wax print!



# LE POUVOIR DU WAX

Ce sont les soldats Ghanéens enrôlés par l'armée néerlandaise en Indonésie qui, à leur retour, ont changé l'histoire de ce tissu qui reproduisait au départ les batiks indonésiens. On est au 19<sup>e</sup> siècle, le wax est né et ce tissu aux imprimés et motifs caractéristiques tels Je sors, tu sors, robinet ou mari capable, va devenir un vêtement, un symbole, un objet culturel et identitaire. Le Musée de l'Homme interroge son histoire et sa portée à travers le travail d'artistes du continent africain, stylistes, peintres, plasticiens et photographes. Une exposition au carrefour des notions de « panafricanisme, d'empowerment, d'Afropéen, d'upcycling et d'afrodystopie » qui illustre la portée culturelle de nos vêtements et nos symboles.

Exposition au Musée de l'Homme, dans le cadre de sa saison « Migrations », à Paris, du 5 février au 7 septembre 2025.  
Samedi 17 et dimanche 18 mai : le musée propose de nombreuses animations et ateliers pour tous les publics.

Vivre ensemble

# « CONSTRUIRE DES PONTS À LA PLACE DES MURS »

La « Friendly Island » a inventé l'Europe bien avant l'heure. Avec 110 nationalités sur un aussi petit territoire, elle fait la démonstration que tous les peuples peuvent vivre ensemble, en harmonie. Aujourd'hui, elle doit se réinventer pour maintenir cette cohésion, tant sur le plan social qu'économique. Angèle Dormoy, présidente de la **CCISM**, l'a bien compris et sait qu'il faut plus que jamais construire des ponts à la place des murs.

Texte Ann Bouard - Photo Raphaël Novella



Angèle Dormoy, présidente de la CCISM

## Comment expliquer ce vivre-ensemble qui n'existe nulle part ailleurs ?

**Angèle Dormoy** : Nos aînés ont beaucoup voyagé par le passé pour chercher du travail, et aujourd'hui, c'est nous qui accueillons des travailleurs sur l'île. Le respect que nous avons cherché ailleurs est celui que nous offrons aujourd'hui à ceux qui s'installent. Nous en avons fait une force, en vivant ensemble dans une diversité culturelle exceptionnelle. Malgré certains défis, nous restons un exemple de coexistence harmonieuse et Saint-Martin demeure toujours une « Friendly Island », un exemple à suivre.

## Son image a cependant été mise à mal avec de nombreux faits divers récemment ?

Effectivement, si Saint-Martin est reconnue pour son accueil chaleureux, nous faisons face à des défis en matière de sécurité. L'absence de structuration sociale, notamment dans l'éducation et l'intégration, a laissé certains jeunes livrés à eux-mêmes. Nous payons aujourd'hui le prix de ces lacunes accumulées pendant vingt ans. L'influence des gangs internationaux est une réalité à ne pas minimiser. Nous devons impérativement prévenir la délinquance en offrant à nos jeunes une éducation solide, des valeurs et des repères. Comme le dit un proverbe créole, « un sac vide ne tient jamais debout » : nous devons remplir nos enfants d'amour, de connaissances et leur apprendre la différence entre le bien et le mal. Nous avons toujours été avant-gardistes, c'est à nous de faire en sorte que nos enfants aient le respect de leurs aînés et des êtres humains en général.

## Quelles sont les solutions pour retrouver la sérénité perdue ?

Une meilleure intégration des populations immigrées est essentielle. Il est également crucial que nos jeunes se sentent écoutés et soutenus, qu'ils aient le sentiment que les aînés ont un œil sur eux. Les entreprises du territoire ont aussi un rôle essentiel à jouer en embauchant des jeunes, mais aussi en contribuant à leur formation et en les faisant évoluer. Les entrepreneurs doivent faire monter en compétence leurs employés avant d'aller recruter ailleurs. Les récents dispositifs mis en place, comme le projet Mangrove ou l'offre de formations, tendent vers cela, mais il y a encore une grande marge de manœuvre.

## Comment accélérer les choses ?

La CCISM met en place des formations, en français et en anglais, afin d'accompagner les entrepreneurs dans tous les secteurs professionnels. En effet, avec 99 % de TPE sur le territoire, beaucoup de chefs d'entreprise manquent de formation pour développer leur activité. Nous devons leur fournir les outils nécessaires pour mieux gérer leurs structures et se projeter dans l'avenir. De plus en plus en sont conscients et nous avons dû doubler certaines

formations pour répondre à la demande notamment celles sur les aspects administratifs et de gestion. Un accompagnement pédagogique est également nécessaire.

## Quels sont les secteurs porteurs pour l'avenir de Saint-Martin ?

Fait nouveau, c'est l'artisanat qui se développe le plus fortement, car il permet à beaucoup de créer leur propre emploi. Le BTP qui avait chuté, mais aussi la rénovation, connaissent un regain d'activité.

Nous observons également une volonté des jeunes de s'investir dans l'agriculture avec l'objectif de réduire notre dépendance alimentaire. Ces frémissements sont encourageants et démontrent une réelle dynamique de l'économie locale.

## Les indicateurs sont donc plutôt au vert ?

Nous allons bientôt lancer une enquête sur le moral des entreprises. Globalement, les entrepreneurs restent optimistes, sauf dans le secteur touristique, fortement impacté par l'insécurité. Pour exemple, la fermeture du boulevard de Grand Case en soirée a engendré une baisse de chiffre d'affaires d'environ 30 % pour les commerçants. Il est crucial de les accompagner et de mettre en place un plan d'action. L'idée d'une rue piétonne est peut-être bonne, mais il faut réfléchir à comment l'animer. On doit également se pencher, en collaboration avec la Collectivité, sur la redynamisation du centre de Marigot. Nous avons un petit patrimoine, nous devons le mettre en valeur.

## Quels projets structurants pourraient y contribuer ?

Nous travaillons sur plusieurs initiatives majeures. Notre événement Spot Light, qui met en valeur l'artisanat local, en est à sa 5e édition et connaît un franc succès chaque année. Nous voulons lui donner encore plus d'envergure et réfléchissons à peut-être le délocaliser.

Nous lançons également une pépinière d'entreprises à Quartier d'Orléans, avec une ouverture prévue avant l'été. Elle accueillera des entreprises à demeure et d'autres sous forme de pop-up, avec l'idée d'instaurer une rotation afin de favoriser l'émergence de nouveaux talents. C'est un projet destiné aux jeunes, de Quartier d'Orléans à Grand Case dans un premier temps, mais que l'on doit également envisager dans les autres quartiers.

## Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'île ?

Saint-Martin a toujours été un territoire où les habitants ont un grand cœur et un amour profond pour leur territoire. Il est essentiel de raviver cet esprit de solidarité et de collaboration. Il faut continuer de construire des ponts, y compris avec la partie hollandaise. Des échanges sont prévus en ce sens pour envisager la manière dont nous pouvons travailler ensemble au développement économique de l'île.

Action Logement

# UN PARTENAIRE DE POIDS POUR L'HABITAT

Une convention tripartite entre l'État, Action Logement et la **Collectivité de Saint-Martin** vise à offrir de nouvelles opportunités aux habitants et aux entreprises locales.

Texte et photos Ann Bouard



Les 13 et 14 février marquaient une étape importante dans le développement du territoire. Après des années d'attente, une convention tripartite entre l'État, Action Logement et la Collectivité de Saint-Martin a été signée. Elle va permettre de mobiliser les ressources pour améliorer l'habitat sur le territoire et offrir de

nouvelles opportunités aux habitants et aux entreprises locales.

Dans un contexte où l'accès au logement demeure un défi majeur pour de nombreux Saint-Martinois, cette convention entend apporter des solutions concrètes. Signé par Louis Mussington, président de la Collectivité de Saint-Martin, le Préfet Cyrille Le Vely et le président d'Action Logement, Bruno Arcadipane, cet accord renforce l'intervention du groupe paritaire sur le territoire. L'objectif ? Faciliter le logement des salariés en mobilisant les fonds de la Participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC). Concrètement, cela se traduit par des aides et des services dédiés aux employés, mais aussi par un soutien renforcé aux entreprises locales.

## DES ACTIONS CONCRÈTES POUR UN LOGEMENT PLUS ACCESSIBLE

Ce partenariat s'articule autour de plusieurs axes prioritaires dont le premier est d'accroître l'offre de logements sociaux et abordables. Action Logement, à travers sa filiale immobilière SIKOA, financera de nouvelles opérations pour répondre à la demande croissante en logements. L'objectif est la construction de 1 800 logements à l'horizon 2031. Mais dès cette année, l'accès au parc locatif privé sera sécurisé avec le déploiement dès le mois de mars de la garantie Visale pour rassurer les propriétaires et faciliter la location aux salariés. En avril, ce sont des dispositifs de prêts qui seront disponibles, pour inciter à la réhabilitation ou accéder à la propriété, notamment pour les moins de 30 ans.

## UN ENGAGEMENT COLLECTIF POUR L'AVENIR DE SAINT-MARTIN

Ce partenariat inédit s'inscrit dans une volonté partagée d'améliorer durablement l'habitat et l'environnement économique de Saint-Martin. La Collectivité s'engage à faciliter l'accès au foncier et à soutenir les projets immobiliers portés par SIKOA. De son côté, l'État poursuivra son appui aux initiatives locales en faveur du développement urbain. Enfin, Action Logement, outre ses offres de services pour accompagner salariés et entreprises dans leurs besoins



Les signataires de la convention Action Logement/État/Collectivité de Saint-Martin : le président de la Collectivité de Saint-Martin, Louis Mussington, le préfet de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, Cyrille Le Vely, le président d'Action Logement, Bruno Arcadipane, le vice-Président d'Action logement, Philippe Lengrand.

en logement, apportera son soutien sur plusieurs projets. Certains d'entre eux sont d'ores et déjà à l'étude comme celui de la réhabilitation de la résidence Isabella à Friar's Bay avec 14 nouveaux logements de T2 au T4. Le secteur de Galisbay fera l'objet d'un vaste projet d'aménagement urbain incluant des logements, des zones commerciales et industrielles. Le patrimoine architectural n'en est pas pour autant oublié, et trois

bâtiments historiques au cœur de Marigot, aujourd'hui à l'abandon, seront revalorisés.

Avec cette convention, Saint-Martin franchit une nouvelle étape vers un territoire plus attractif, où logement et emploi avancent main dans la main. Un pas essentiel pour bâtir un avenir plus serein et dynamique pour tous ses habitants.



# 13,46 %

c'est la part des exonérations LODEOM dans la masse salariale\*

# 3 699 €

c'est le montant annuel moyen des exonérations par salarié

## En chiffres **Les exonérations patronales**

À la faveur des analyses sur les économies nécessaires au budget de la France, la loi LODEOM sociale est potentiellement sur la sellette. Pour mesurer l'enjeu lié à cet allègement des charges patronales, la FEDOM et le cabinet Forvis Mazars dévoilent une étude inédite. Texte Mathieu Rached

Révisé et amélioré en 2019, le dispositif spécifique d'allègements de charges sociales patronales applicables dans les DROM, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy (baptisé loi LODEOM sociale) est un outil capital pour nombre d'entreprises locales. Pour en prendre toute la mesure et pouvoir discuter sur des bases documentées, la FEDOM a initié en septembre un travail de collecte et d'analyse de données auprès des entreprises ultramarines des territoires concernés. Le cabinet Forvis Mazars a dévoilé ses conclusions fin novembre, dont nous reprenons ici les principaux enseignements.

# 6 TERRITOIRES

sont couverts par la LODEOM (DROM, Saint-Martin, Saint-Barthélemy), et il existe 6 barèmes (2023)

Au total **1,2 MILLIARD** d'euros d'exonérations LODEOM\*

# 555 MILLIONS D'EUROS\*\*

c'est le montant estimé de la perte pour l'économie ultra-marine, à partir de la simulation de l'application du régime général en lieu et place de la LODEOM

\*Données incluant Saint-Martin  
\*\*Les chiffres se basent sur la répartition des salaires par tranche de SMIC étudiée par l'URSSAF en 2022. Cette étude n'est pas disponible pour 2023.

# 51 535 ÉTABLISSEMENTS

bénéficient de la LODEOM\* (2023)

# 324 400 SALARIÉS

concernés.

# SAMSUNG

# Pour

# vous servir

# Galaxy S25 Ultra

# Galaxy AI

Mon partenaire intelligent



Valeur ancien mobile



150€ de bonus reprise<sup>(1)</sup>

Offre soumise à conditions valable aux Antilles-Guyane françaises du 11/02/2025 au 09/04/2025 inclus pour toute souscription à un forfait mobile en version « avec mobile ».

(1) Offre de reprise valable jusqu'au 09/04/2025 et réservée aux particuliers et aux clients pros non assujettis à la TVA et limitée à 5 reprises sur 12 mois par client propriétaire du terminal. Après évaluation du terminal, remise sous forme d'un bon d'achat immédiat, utilisable en une seule fois et uniquement dans la boutique émettrice pour l'achat d'un terminal mobile. Non-remboursable. L'offre de Bonus s'applique pour les clients mobiles Orange déjà titulaires d'un forfait mobile et éligibles à la reprise. Pour les nouveaux clients mobiles Orange, l'offre de Bonus est soumise à la souscription d'un forfait mobile avec engagement de 12 mois au moment de la reprise. Le Bonus s'applique pour la reprise de tout mobile ou tablette supérieure à 1€ après évaluation du terminal. Un seul Bonus possible par offre souscrite, par terminal repris et par mobile acheté. Liste des Smartphones éligibles au bonus sur [orangecaraibe.com](http://orangecaraibe.com). Conditions détaillées du service Orange reprise, du Bonus reprise et liste des boutiques Orange participantes sur [www.orangecaraibe.com](http://www.orangecaraibe.com).

02/25 © Orange S.A au capital de 10 640 226 396 € Siège Social : 111, quai du Président Roosevelt 92130 Issy les Moulineaux 380 129 866 RCS Nanterre.

orange™  
est là

Gestion des déchets

# UN EFFORT COLLECTIF NÉCESSAIRE !

**La Collectivité de Saint-Martin** poursuit ses efforts pour améliorer la gestion des déchets et optimiser leur traitement. Déjà exemplaire avec une collecte 7 jours sur 7 (6 jours pour les encombrants), elle renforce son dispositif pour encourager particuliers et professionnels à mieux trier et recycler.

Texte Ann Bouard - Photo Raphaël Novella

C'est un travail de longue haleine dans lequel s'est lancé la Collectivité, sous l'égide de sa 2<sup>e</sup> vice-présidente Bernadette Davis, celui de faire évoluer les mentalités de manière significative. Pour se faire, l'institution s'emploie à moderniser l'existant et à développer des solutions de tri plus efficaces.

130 corbeilles de tri pour les déchets nomades ont été récemment installées sur l'espace public. Le parc de bornes d'apport volontaire est d'ores et déjà en cours de rénovation et 250 bornes seront déployées sur une cinquantaine de nouveaux points de collecte. Les paires d'alvéoles, pour les déchets verts et les encombrants. Trois sites expérimentent également l'installation de bornes semi-enterrées, jugées plus esthétiques. Aux citoyens d'acquiescer maintenant les bons réflexes !

### À CHAQUE BORNE SON USAGE

Des magnets sur la bonne utilisation des bornes ont été distribués dans les boîtes aux lettres de tous les administrés. Les bornes vertes sont destinées au verre, tandis que les bornes jaunes accueillent tous les emballages ménagers (canette, bouteille plastique, papier, etc.) à l'exception des pots de yaourt et des briques de lait, en raison de leur dégradation sous l'effet de la chaleur. Les bornes sont vidées au fur et à mesure du remplissage. Afin d'optimiser la collecte et améliorer la gestion des flux de déchets, des capteurs

de remplissage pourraient être installés cette année. Pour les encombrants, la campagne de sensibilisation vise à éviter les confusions. Sous ce terme sont regroupés les objets « encombrants » comme les meubles ou les gros cartons, à l'exclusion des éléments électroménagers ou tout déchet contenant des produits nocifs. Ceux-ci doivent être évacués à la déchetterie de Galisbay pour les particuliers, à la décharge de Grandes Cayes pour les professionnels.

### UNE MODERNISATION ET UN DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

Une nouvelle déchetterie sera bientôt implantée sur le lieu-dit Griselle. Sa conception devrait débuter cette année pour une mise en service en 2026. La norme veut que l'on dispose d'une déchetterie pour 10 000 habitants ; une troisième devrait donc voir le jour dans le secteur de Quartier d'Orléans.

Dans l'attente de ces deux nouvelles infrastructures, les horaires de la déchetterie de Galisbay ont été réaménagés. Elle est désormais ouverte de 7h à 17h du lundi au vendredi et de 7h à 12h le samedi. Par ailleurs, des travaux de réfection et de sécurisation, notamment le remplacement des clôtures, sont en cours. Les bennes ont déjà été remplacées en 2024, et aménagées pour collecter les batteries. Des points de dépôt pour les huiles sont en cours d'installation et suivront ceux pour les déchets spécifiques comme le



chlore ou les dés herbants. Du côté des professionnels, une nouvelle route est actuellement en cours d'aménagement pour faciliter l'accès à l'éco-site de Verde SXM et la décharge va bénéficier d'un agrandissement. Par ailleurs, les partenariats avec différents éco-organismes permettent désormais de déposer gratuitement nombre de déchets dangereux.

### SENSIBILISATION ET FORMATION : UN TRAVAIL DE FOND

La sensibilisation des jeunes générations à limiter les déchets, à trier et à penser recyclage est une priorité. Elle s'effectue désormais dans les établissements scolaires par le biais d'éco-délégués qui organisent des actions tout au long de l'année. En parallèle, quatre agents assermentés sont actuellement formés par l'Office français de la biodiversité. Opérationnels d'ici fin 2025, ils auront pour mission de veiller à la bonne utilisation des équipements. Enfin, pour réduire les biodéchets (alimentaires), la Collectivité va réactiver prochainement la distribution aux particuliers de bacs à compost. L'ensemble de ces mesures vise à faire de Saint-Martin un territoire exemplaire en matière de gestion des déchets, impliquant toute la population dans un effort collectif indispensable pour la préservation de l'environnement.

## Une production de déchets en augmentation

L'évolution de la production de déchets à Saint-Martin est significative :

- Avant Irma, la Collectivité gérait 45 000 tonnes de déchets par an. En 2023, ce chiffre a grimpé à 75 000 tonnes, en raison notamment des campagnes de nettoyage des ravines et du traitement des sargasses.
- Les ordures ménagères sont restées stables avec 16 000 tonnes par an entre 2015 et 2023, mais les encombrants ont connu une hausse majeure : de 2 000 tonnes en 2015 à 11 000 tonnes en 2022, avant de redescendre à 8 000 tonnes en 2023, grâce à la mise en place d'une première filière de recyclage.
- Avec les fortes pluies, les déchets verts augmentent et atteignent 3 000 tonnes par an.
- La production moyenne de déchets par habitant à Saint-Martin est de 500 kg par an, contre 611 kg dans l'Hexagone en 2021.

Gouvernance

# UNE TRANSITION GUIDÉE PAR L'ACTION

Dans un contexte d'importantes attentes économiques, sociales et sanitaires, Jean-Yves Casano, directeur par intérim de la **CGSS\* de Guadeloupe et de Saint-Martin**, s'attache à sécuriser les projets en cours, lancer de nouvelles initiatives et renforcer l'accessibilité des services et la prévention.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

**Votre bonne connaissance des territoires ultramarins vous permet d'assurer la direction par intérim de la CGSS Guadeloupe et de Saint-Martin. Quelles sont vos principales missions ?**

**Jean-Yves Casano :** J'assume l'intérim de la direction depuis le départ de Jean Véron en octobre. Ma mission consiste à soutenir les projets en cours, initier ceux utiles à ce territoire, tout en analysant le fonctionnement de l'organisme pour préparer l'arrivée de mon successeur. Je travaille surtout à sécuriser et à déployer l'ensemble des programmes de travail avec des enjeux très forts, notamment sur la question de l'accompagnement des entreprises et de l'amélioration de nos services. J'ai déjà rencontré les représentants des socio-professionnels pour comprendre leurs problématiques. Je collabore actuellement avec le national pour la mise en place d'une politique renforcée du recouvrement amiable (échelonnement des dettes, numéro vert, etc.). L'idée est de pouvoir accompagner au mieux les entreprises afin d'éviter les situations de recouvrement forcé. Mi-février, le directeur général de l'URSSAF caisse nationale, très à l'écoute de la situation locale, sera en Guadeloupe pour rencontrer les administrateurs de la CGSS, les acteurs institutionnels et économiques.

**L'amélioration des délais de traitement fait-elle partie de la feuille de route ?**

En effet, l'une de mes ambitions, qui est d'ailleurs celle des équipes, est la volonté de la CGSS d'assurer un socle de services optimal. Améliorer les délais de versement de nos prestations (retraites, indemnités journalières, etc.) est une priorité absolue. Les personnes qui avancent des frais et attendent un remboursement risquent rapidement de faire face à des difficultés financières si les délais sont trop longs. Cela peut fragiliser leur situation économique. Nous travaillons aussi sur l'accessibilité et le maillage du territoire marqué par le chômage et la précarité. En amont, il nous faut déterminer les zones les plus isolées, là où les besoins sont nécessaires et organiser une présence de la caisse à temps plein ou quelques jours

par semaine. Le partenariat avec France Services est également utile pour garantir une couverture optimale.

**La CGSS compte-t-elle maintenir, voire accentuer, son rôle en matière de prévention ?**

C'est également un sujet très important. Nous devons renforcer notre communication sur tous les sujets de santé publique : activité physique, hygiène alimentaire, vaccination, dépistage, etc. Nous déployons des campagnes à la fois grand public et plus ciblées comme le dépistage des troubles visuels et du langage en milieu scolaire que nous initions cette année. Nous participons par ailleurs, de manière très active, à certains événements annuels et nationaux comme octobre rose dédié à la lutte contre le cancer du sein. La CGSS a la chance d'avoir un service prévention et un centre d'examen de santé très actifs sur ces divers champs.

\*CGSS : Caisse générale de Sécurité sociale

## BIO EXPRESS

**Une connaissance spécifique de nos territoires**  
Jean-Yves Casano a fait toute sa carrière au sein de l'Assurance maladie. Il a occupé plusieurs postes de direction dans différents départements ainsi que des responsabilités au niveau national. Il a été, entre autres, directeur de la CPAM\* de la Somme de 2013 à 2019. Il enchaîne, à Paris, avec la direction de la Mission interministérielle de coordination de la Sécurité sociale des Outre-Mer (MICOR). Jean-Yves Casano travaille donc avec l'ensemble des directeurs généraux des caisses nationales ainsi que les deux ministères de la Santé et de l'Outre-Mer. À ce titre, il est amené à se rendre régulièrement dans les territoires ultramarins. En parallèle, il assure depuis octobre l'intérim de la direction de la CGSS de Guadeloupe et de Saint-Martin (celle de la Martinique également il y a deux ans). Son successeur est attendu en avril prochain.

\*CPAM : caisse primaire d'assurance maladie

“ Améliorer les délais de versement de nos prestations est une priorité absolue ”



Jean-Yves Casano, directeur par intérim de la CGSS de Guadeloupe et de Saint-Martin.



Pour nous contacter :  
**Assurance Maladie :**  
3646  
www.ameli.fr  
**Assurance Retraite :**  
3960  
www.lassuranceretraite.fr

• **Urssaf :**  
3957  
www.urssaf.fr  
• **Indépendants :**  
36 98  
www.secu-independants.fr

• **Régime Agricole**  
0590 90 50 23  
www.regimeagricole.fr  
• **Accompagnement et la prévention**  
0590 21 46 03  
www.preventioncgss971.fr

• **Des difficultés pour payer vos cotisations ?**  
urgencesentreprisescgss.  
guadeloupe@urssaf.fr  
Un N° vert :  
0 800 04 69 69

Nomination

# UNE PRÉSENCE À CHAQUE ÉTAPE DU PARCOURS DE VIE

Depuis le 15 avril 2024, Loïc Rolland est le nouveau directeur régional Antilles-Guyane de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts. Nous l'avons rencontré à Fort-de-France.

Texte Alix Delmas - Photo Jean-Albert Coopmann

**Avant votre nomination, vous étiez directeur Grand âge et Autonomie au sein de la direction des politiques sociales du groupe Caisse des Dépôts, quelle stratégie adopter face aux problématiques liées au vieillissement de la population que connaissent les Antilles ?**

**Loïc Rolland :** La Guadeloupe et la Martinique auront d'ici 2030 les populations les plus âgées de France. Le sujet du grand âge nécessite une vision 360 et s'inscrit dans un parcours de vie. C'est pourquoi nous sommes présents à chaque étape, sur les parties résidentielle, servicielle et accès aux soins. C'est l'une des jambes sur lesquelles reposent les actions de la Banque des Territoires, la cohésion sociale et territoriale, la seconde est la transition écologique et énergétique.

## Chiffres clés 2023 aux Antilles-Guyane

Montants des prêts signés : **206,8 M€**  
Investissement en fonds propres : **21,6 M€**  
Consignations : **7,4 M€**  
Montant France 2030 engagé : **13 M€**

**La publication des résultats 2023 en région Antilles-Guyane affichaient une forte croissance, + 15 % de ses prêts sur livret A. Comment ont-ils servi ?**

Ces 15 % sont en grande partie en direction du logement social, presque 1 800 nouveaux logements et 2 500 logements réhabilités. Cela représente 174 millions d'euros de nouveaux prêts, il s'agit ici d'une augmentation de 17 % par rapport à 2022. Dans la construction neuve comme pour la réhabilitation, nos financements sont employés sur des projets qui répondent au respect des normes de la transition écologique et énergétique. Nous accompagnons les territoires sur l'adaptation au changement climatique

et le mix énergétique, le développement économique et l'emploi, l'économie sociale et solidaire, les secteurs du numérique et du tourisme. Nous avons notamment financé 10 projets en Guadeloupe, Martinique et Guyane avec près de 22 millions d'euros de fonds propres.

**Vous participez au déploiement de cinq grands programmes nationaux parmi lesquels Action Cœur de Ville et EduRénoV, comment se définissent-ils à l'échelle de nos territoires ?**

Les programmes Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain aident à construire des logiques autour d'un centre bourg afin de le dynamiser économiquement et socialement. Les maires ont des stratégies qu'ils définissent que nous accompagnons sous leur impulsion afin de lutter contre la désertification. Une foncière est en cours de création, son objectif est de faire en sorte que les dents creuses soient rénovées, des pieds d'immeuble avec des commerces puis des logements proposés aux organismes de logements sociaux. Il est ici aussi question de sobriété, de reconstruire la ville sur la ville.

Le programme EduRénoV s'inscrit dans une dynamique écologique en faveur des établissements scolaires, de leurs mises aux normes parasismiques et paracycloniques, qui peuvent aussi être des lieux de mise en sécurité et de protection des populations en cas de risques majeurs. Nous accompagnons la volonté des élus, les collectivités avec des prêts sur des maturités très longues, des temporalités qui sont celles de l'amortissement des biens, propres à des établissements qui seront utilisés par des générations. Cela permet des capacités d'investissement sur d'autres projets. Nous sommes pourvoyeurs de solutions pour les territoires, c'est notre ADN. Nous accompagnons les politiques publiques locales, nos outils sont l'ingénierie, les prêts, les fonds propres, la recherche de partenariats structurants.

**Quelle vision prospective porte la Banque des Territoires ?**

C'est notre rôle d'anticiper, c'est l'histoire de la Caisse des Dépôts, qui depuis toujours, participe à l'aménagement du territoire et au financement de ses infrastructures. Nous sommes présents à chaque étape du parcours de vie, de la naissance à l'accompagnement dans le grand âge. Les territoires îliens, pour l'avoir vécu ailleurs, sont très résilients. Je crois beaucoup en leur capacité de transformation, une dynamique vertueuse est en route. Ils intéressent de nombreux acteurs internationaux et européens. Nous avons apporté notre soutien à la transformation du Grand Port Maritime de Martinique, exemple parlant s'il en est des horizons écologiques et économiques prometteurs en cours dans la région.

## Bio Express

Diplômé de l'Université de Caen et de l'ENA, Loïc Rolland est également titulaire du diplôme d'études comptables et financières (1993), auditeur du Cycle des Hautes Études Européennes (CHEE) de l'ENA (2013) et diplômé en Intelligence Économique (IHEDN). Il a effectué l'ensemble de sa carrière au sein du groupe Caisse des Dépôts. À partir de 2016, il se consacre aux politiques sociales du Groupe liées au vieillissement.



Loïc Rolland, directeur régional Antilles-Guyane de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts



**Guadeloupe**  
Parc d'activités de la Jaille,  
Bât. 4, BP 2495,  
97086 Jarry cedex

**Martinique**  
Immeuble les Cascades 3, 1  
place François Mitterrand,  
CS 10675 - 4ème étage,  
97264 Fort-de-France

**Guyane**  
Immeuble SIMKO,  
1660 rocade du Lycée,  
97300 Cayenne

Carrière d'Ultramarin

# « LE CITOYEN DOIT S'INTÉRESSER À LA TECHNOLOGIE »

Enfant, il voulait devenir chercheur pour se rendre « là où personne n'était encore allé ». Steny Solitude est aujourd'hui à la tête de Perfect Memory, une entreprise de la deep tech en forte croissance, spécialisée dans l'ingénierie des connaissances. Rencontre.

Texte Alix Delmas

## Quel a été votre déclic pour fonder Perfect Memory ?

Depuis toujours, j'ai une obsession, comment transmettre le capital cognitif ? C'est en rencontrant le professeur Bruno Bachimont pendant mes études à l'UTC qui préside aujourd'hui le comité scientifique de Perfect Memory que j'ai réalisé que cette question avait déjà été théorisée par des penseurs comme Théodore Adorno, André Leroi-Gourhan, Bernard Stiegler et d'autres. L'homme, contrairement à d'autres espèces, n'a pas de griffes ni de crocs. Ce qui fait notre particularité dans l'écosystème, c'est notre capacité à forger des outils pour étendre nos capacités naturelles. La voiture est l'extension des jambes, les jumelles de l'œil, etc. Internet, par exemple, nous permet une forme d'ubiquité. Cependant, il n'existe pas encore d'outils pour étendre et assister nos capacités cognitives. Les ordinateurs, les disques durs, les téléphones portables sont des tentatives, mais ces technologies n'ont pas été conçues spécifiquement pour cela. Les problématiques liées à la circulation du savoir et à sa transmission sont toujours présentes, ce sont celles qui ont présidé à la naissance de Perfect Memory.

## Résumez-nous en quelques mots ce que vous faites.

Aujourd'hui, une entreprise a besoin de coopérer avec une multitude d'acteurs, d'outils et de ressources différentes mais il existe des silos. Trop de données, trop de systèmes de stockage de données, trop d'experts qui ne savent même pas où se trouvent les données ni

comment fonctionnent les systèmes. Perfect Memory, en une phrase, c'est : débarrasser les organisations des systèmes et agents inutiles qui leur coûtent de l'argent et du temps, et les empêchent de délivrer efficacement leur savoir-faire et leurs services.

## Vous évoluez dans le secteur de la deep tech et de l'ingénierie des connaissances, vous disposez d'un comité scientifique... Comment voyez-vous les enjeux éthiques ?

La technologie est prométhéenne. Le scientifique crée des outils et repousse l'état de l'art, mais ce n'est pas lui qui définit les règles éthiques et morales de l'utilisation de ces outils. Nous, en revanche, nous devons les concevoir de manière à ce qu'ils puissent être gérés et maîtrisés. La responsabilité du corps social, des citoyens, est de s'intéresser à la technologie pour lui donner un cadre éthique de fonctionnement. Un exemple pour illustrer mes propos : le nucléaire n'est pas mauvais ou bon en soi, cela dépend de ce que l'on en fait. C'est pourquoi il existe un comité international qui supervise son utilisation, il en va de même pour les biotechnologies. Le citoyen doit s'intéresser à la technologie pour éviter que la technologie ne s'intéresse à lui. Je plaide pour cela, et c'est ce que fait la Quadrature du Net, une association qui réalise un excellent travail en matière d'information et alerte des citoyens sur le fait technologique. En ingénierie des connaissances, certains usages des outils peuvent être extrêmement nocifs. Nous devons être vigilants.

## BIO EXPRESS

Steny Solitude est né en Guadeloupe en 1970, de parents martiniquais. Sa famille s'installe dans le quartier des Minguettes à Lyon lorsqu'il entre au primaire. Diplômé de l'Université technologique de Compiègne (UTC), filière ingénierie des industries culturelles, fondée par Bernard Stiegler, il crée d'abord Perfect Lab dédié à la recherche en 2008 puis Perfect Memory en 2019 pour commercialiser les résultats des travaux de recherche. L'entreprise compte aujourd'hui 50 collaborateurs et travaille avec de grands groupes nationaux et internationaux tels que France Televisions, Nascar ou Europol. Son siège commercial est à Los Angeles et son cœur technologique est à Clermont-Ferrand, dans le Puy-de-Dôme.



Sécurité au travail

# 3 BONNES RÉOLUTIONS POUR 2025

La prévention et la sécurité au travail recouvrent de nombreuses problématiques. Annick Minatchy-Celma, ingénieure conseil régionale à la DAP (Direction de l'accompagnement et de la prévention) au sein de la **Caisse générale de sécurité sociale (CGSS)**, propose de cibler trois points importants pour bien commencer l'année.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim



Rangée assis : Mathieu Celeste (contrôleur de sécurité), Chimène Oxybel (contrôleur de sécurité), Annick Minatchy-Celma, (ingénieur conseil régional à la DAP), Anaëlle Lodin-Boucard (chargée d'études) et Luc Renier (contrôleur de sécurité)  
Rangée du haut : Boris Mattenet (ingénieur conseil), Marie-Claire Danican (assistante administrative), Jean Philippe Mirot (contrôleur de sécurité), Olivier Legrix (animateur en prévention) et Lovely Vautier (responsable service social)

## 1. Faire ou mettre à jour l'Évaluation des risques professionnels (EvRP)

Toute entreprise doit évaluer les risques professionnels liés à son activité et en consigner les résultats dans un document dit « Document Unique ». Il s'agit d'identifier et analyser les risques encourus par les salariés, puis de définir un plan d'actions. Et même si cette évaluation existe déjà au sein de l'entreprise, il est recommandé de la mettre à jour régulièrement. Au regard des accidents du travail et des maladies professionnelles reconnus, la priorité des actions de prévention menée par la CGSS concerne les troubles musculosquelettiques, les risques chimiques, psychosociaux et routiers.

Pour les TPE et PME, des outils sont disponibles en ligne, répertoriés par métiers ou secteurs d'activités, afin de les aider à évaluer les risques et construire leur plan d'actions\*.

## 2. S'informer sur les aides financières pour prévenir les risques ergonomiques et les autres risques

Postures qui forcent sur les articulations, manutention manuelle de charges, vibrations mécaniques... Pour certains postes de travail, la pénibilité peut être réduite en se dotant d'un matériel adapté. Pour ce faire, des aides financières existent. Celles-ci sont reconduites en 2025. L'enveloppe sera même plus importante que l'an dernier et de nouveaux équipements devraient être éligibles à cette aide qui vise à préserver la santé des salariés. À noter que les travailleurs indépendants peuvent également bénéficier de ce coup de pouce financier\*\*.

## 3. Prévenir la désinsertion professionnelle des salariés

Un salarié est en congé maladie depuis six mois ou plus ? Le risque de désinsertion professionnelle ne doit pas être pris à la légère. « Il est crucial de maintenir le lien avec le travail pour les salariés en arrêt longue durée afin de faciliter leur retour et éviter la perte de compétences », insiste Annick Minatchy-Celma. Dans cette optique, des dispositifs sont prévus par la CGSS, en concertation avec le salarié, le médecin et le chef d'entreprise, et avec le concours des services de santé au travail et des organismes partenaires. Même pendant l'arrêt, une réflexion pour le maintien en emploi, à temps partiel ou à temps complet, peut

être menée, qu'il s'agisse d'une adaptation au sein de l'entreprise, d'un changement de poste, d'une reconversion professionnelle à envisager... À la demande du salarié, des essais encadrés en entreprise peuvent même être proposés pendant l'arrêt maladie par exemple. Il s'agit d'une autorisation ponctuelle, accordée avec l'avis du médecin du travail et du médecin conseil.

Quelles que soient les bonnes résolutions prises pour 2025, les entreprises peuvent compter sur le conseil et l'accompagnement du service social, des « préventeurs » de la DAP, ingénieurs et contrôleurs, pour que la santé au travail soit un levier de performance.

\* <https://www.inrs.fr/metiers/oira-outil-tpe.html>

\*\*<https://www.ameli.fr/guadeloupe/entreprise/sante-travail/aides-financieres/subventions-prevention>  
<https://www.ameli.fr/guadeloupe/entreprise/sante-travail/aides-financieres/subventions-nationales/subvention-prevention-risques-ergonomiques>

## Qu'est-ce que la Direction de l'accompagnement et de la prévention (DAP) au sein de la CGSS ?

La DAP accompagne les assurés et retraités quand il y a une fragilité au niveau de leur santé et mène des actions de prévention auprès des entreprises et face aux grands enjeux de santé publique.

La DAP se compose de trois pôles :

- Le pôle santé au travail pour prévenir les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- Le pôle santé sociale, qui comprend notamment la prévention de la désinsertion professionnelle ;
- Le pôle santé publique avec le Centre d'exams de santé, dont la mission est de promouvoir les actions de prévention vis-à-vis de certaines maladies (cancers, diabète, santé mentale...) et de remettre les assurés fragiles dans un circuit de soins.

Portrait

# ENTRE PASSION ET TRANSMISSION

Rencontre inspirante avec Marie Ashlie Martin aujourd'hui, responsable emploi-formation à la **Chambre consulaire interprofessionnelle de Saint-Martin (CCISM)**. Texte Virginie Geens - Photo Raphaël Novella



Marie Ashlie Martin, responsable emploi-formation à la Chambre consulaire interprofessionnelle de Saint-Martin

L'histoire de cette jeune femme à la fois rigoureuse et pétillante commence à Grand-Case, où elle grandit jusqu'à l'âge de huit ans avant de partir en Martinique pour poursuivre sa scolarité. Une décision difficile prise par sa mère dans l'espoir de lui offrir une meilleure éducation. « Je m'en souviens comme si c'était hier. Ce paysage vert, ces montagnes... Rien à voir avec mon Saint-Martin. C'était un choc. »

En pension de famille jusqu'à la seconde avec d'autres jeunes saint-martinois, Marie Ashlie Martin grandit dans un cadre qui lui permet de conserver un lien fort avec sa culture. À 16 ans, elle franchit une nouvelle étape en emménageant en colocation à Fort-de-France, sous l'œil bienveillant de sa propriétaire : « Elle me préparait le dîner, faisait des courses, elle veillait sur moi ».

Après un bac littéraire, elle s'oriente vers l'enseignement et obtient une licence d'anglais, puis un master en Langue, culture et éthique du divers. Mais l'expérience du stage en établissement scolaire lui fait prendre conscience que ce n'est pas sa voie : « J'ai un profond respect pour les enseignants, mais ce n'était pas pour moi ».

## UN RETOUR AUX SOURCES ET UN IMPACT SUR SON TERRITOIRE

Plutôt que d'enseigner aux jeunes, Marie Ashlie trouve sa place dans la formation des adultes. Elle explore différentes facettes du métier jusqu'à devenir chargée de formation dans un centre dédié aux cadres : « Je voulais comprendre le fonctionnement d'un centre de formation, toucher à tout ».

Mais en 2020, la pandémie du Covid-19 bouleverse ses certitudes. « Tout le monde pensait que c'était la fin du monde. Moi, je me suis dit que c'était le moment de revenir sur mon île. » Après plusieurs candidatures spontanées, elle décroche finalement un poste à la Chambre consulaire interprofessionnelle de Saint-Martin (CCISM) en 2021. En trois ans, elle gravit les échelons et devient responsable emploi-formation : « Je voulais être de l'autre côté, gérer un centre de formation. Aujourd'hui, j'y suis et je peux apporter ma pierre à l'édifice ».

Ambitieuse, Marie Ashlie ne se limite pas pour autant à sa carrière. Femme de défis, de bientôt 37 ans, elle aime expérimenter de nouvelles choses. Après avoir renoué avec le carnaval l'an dernier, elle s'essaie aujourd'hui au théâtre : « Si ça me fait peur, c'est que ça vaut la peine d'être tenté ». Son prochain rêve ? Enregistrer un single et, pourquoi pas, chanter aux côtés d'artistes locaux comme Tamillia Chance, Malaïka Maxwell ou Kenyo Baly. Son message aux jeunes Saint-Martinois est à son image, audacieux et inspirant : « N'hésitez pas à oser ». Et d'ajouter pour les adultes : « Souvenez-vous que la formation, c'est toute la vie. Rien n'est figé, tout est possible ».



*Au cœur  
de l'ouvrage.*

**Face à Leader Price - 13 Rue de Griselle**

Du lundi au vendredi 7h30-15h30 - Le samedi 7h30-11h30.

0590 77 35 02 - Gedimat Saint-Martin - gedimat.saintmartin

Un an après

# LE TIRALO D'ORANGE FEVER, UN SUCCÈS INCLUSIF

Quels effets réels ont les subventions, les bourses, les fonds d'aide ? Reportage deux ans plus tard auprès des lauréats pour détailler l'impact de ces différents leviers d'accompagnement. Ce mois-ci, nous sommes retournés voir Orange Fever qui avait remporté le concours « Handicap et Entreprise », organisé par la CCISM en partenariat avec l'AGEFIPH (Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées).

Texte et photos Virginie Geens



Florence Scholem, initiatrice du projet « La Plage pour tous »

Le projet « La plage pour tous », imaginé par Florence Scholem, a su convaincre le jury grâce à son ambition simple mais essentielle : permettre aux personnes en situation de handicap d'accéder facilement à la plage et à la baignade grâce au Tiralo, un fauteuil amphibie. Deux ans plus tard, le bilan est largement positif. Depuis son installation à la plage d'Orient Bay, le Tiralo a changé la donne pour de nombreux résidents

et touristes en situation de handicap. Grâce à ce fauteuil flottant ultra léger, des personnes à mobilité réduite peuvent désormais profiter pleinement de la mer, conformément à la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances. L'impact du projet dépasse même les attentes initiales : il ne s'agit pas seulement d'une avancée matérielle, mais aussi d'un puissant message d'inclusion pour l'île de Saint-Martin.

## UNE INITIATIVE INSPIRANTE ET UN VRAI BESOIN

Au-delà du simple projet de fauteuil amphibie, la victoire au concours « Handicap et Entreprise » a permis de mettre en lumière une problématique plus large : l'accessibilité des plages et des infrastructures à Saint-Martin. La subvention de 1 000 euros, couplée à une médiatisation importante via la CCISM, a déclenché une prise de conscience auprès des acteurs locaux.

Le projet « La Plage pour Tous » a été pensé en collaboration avec l'association « Marche avec Liam ». Liam est né le 11 février 2010 à Saint-Martin dans des conditions difficiles qui l'ont rendu handicapé à plus de 80 %. C'est d'ailleurs Liam lui-même qui a inauguré le Tiralo, un moment fort en émotion pour toute l'équipe d'Orange Fever et pour Sonia, sa maman, fondatrice de l'association « Marche avec Liam ». Cette dernière milite désormais pour l'installation de nouvelles structures adaptées pour les personnes en situation de handicap.

Marie Martin, référente Handicap à la CCISM et cheville ouvrière du concours, abonde dans ce sens :



Liam, polyhandicapé, et sa maman Sonia ont inauguré le Tiralo. Le projet a été inspiré par lui, en collaboration avec l'association « Marche avec Liam » créée par sa maman.

« Ce projet illustre parfaitement notre ambition avec l'AGEFIPH : sensibiliser, informer et encourager les entreprises à intégrer la dimension handicap dans leurs démarches ». L'accessibilité ne doit pas être une contrainte mais une opportunité d'accueil pour tous.

## UNE DYNAMIQUE À POURSUIVRE

L'enjeu désormais est de pérenniser et d'amplifier cette dynamique. La CCISM et l'AGEFIPH comptent réitérer le concours, avec un accompagnement encore plus structuré pour les candidats et une enveloppe budgétaire plus conséquente. L'idée est d'inciter plus d'entrepreneurs à s'engager en faveur du handicap, au-delà des seules infrastructures.

Du côté d'Orange Fever, le message est clair : « Nous espérons, grâce à ce prix, un coup de projecteur sur l'accessibilité des plages saint-martinoises et que notre projet fasse plein de petits sur Saint-Martin afin que l'inclusion ne soit plus juste un concept de mode mais bien une réalité pour les personnes concernées », précise Florence Scholem.

Deux ans après, le pari est donc réussi : le Tiralo d'Orange Fever est devenu un symbole d'inclusion et

de progrès pour Saint-Martin. Mais surtout, il a offert à de nombreuses personnes un accès retrouvé à l'un des plaisirs les plus simples et universels : celui de la mer.



Florence Scholem avec les représentants de la CCISM et Jonathan Ofreddi (au centre) qui concourait également avec son projet SXM Macarons

# LE CARNAVAL DE SAINT-MARTIN

# - DOSSIER

Iconiques, historiques et populaires, les préparatifs autant que les rassemblements durant les jours gras rythment depuis longtemps la vie des quartiers. Un rendez-vous évident qui illustre une certaine réussite du célébrer et vivre ensemble.

Texte Ann Bouard - Crédit photos : Creative Concepts Photography



## Un héritage à préserver et à faire rayonner

Le Carnaval de Saint-Martin est bien plus qu'un simple événement festif. C'est une tradition profondément ancrée, un rendez-vous attendu par la population locale et un moteur de cohésion sociale. Derrière son éclat coloré et son ambiance euphorique se cache une organisation sans faille, portée par des passionnés qui mettent toute leur énergie à faire vivre cet héritage. Luciana Raspail en fait partie. Engagée dans le monde du carnaval depuis son plus jeune âge, elle a grandi avec cette ferveur et cet attachement indéfectible à cet événement. Son engagement la mène à intégrer le Comité du Carnaval de Saint-Martin en 2012, puis à en prendre la présidence entre 2017 et 2021, et de nouveau depuis 2023. « Mon amour pour le carnaval et pour Saint-Martin m'a poussée à continuer ce travail, indispensable à la transmission de cette tradition », confie-t-elle.



Luciana Raspail, présidente du Comité du Carnaval de Saint-Martin. Photo Ann Bouard



## Un pilier de l'identité saint-martinoise

Le carnaval incarne en effet une mémoire collective, transmise de génération en génération. En remontant l'histoire, des écrits attestent de l'existence du carnaval dès 1963, avec des festivités prenant naissance à Quartier d'Orléans, alors centre névralgique de l'île. Toutefois, cette tradition pourrait être encore plus ancienne, puisant ses racines dans l'époque de l'esclavage, où les opprimés trouvaient dans ces moments de liesse un espace de libération et d'expression.

« Le carnaval a une vertu thérapeutique », souligne Luciana. « Partout dans le monde, c'est un moment de défolement, de célébration, où l'on se retrouve en famille et entre amis. À Saint-Martin, c'était l'occasion de revoir des proches que l'on n'avait pas croisés depuis le Nouvel An, de partager un repas et d'admirer les costumes, fruits de nombreuses heures de travail. » Ce lien intergénérationnel et ce travail collectif sur les tenues et les chorégraphies, constituent l'essence même du carnaval.

Mais l'événement se heurte à des défis. L'annonce de l'annulation du carnaval cette année a provoqué un choc auprès de la population. C'est comme si Noël ou Pâques étaient supprimés ! Ce rendez-vous dépasse le cadre saint-martinois ; il attire aussi les touristes et participe à l'animation du territoire. Mais alors, comment faire du carnaval un véritable atout pour la destination ?



## Un potentiel touristique sous-exploité

Contrairement aux carnivals de Guadeloupe, de la Dominique ou encore de Trinidad, celui de Saint-Martin ne bénéficie pas encore d'une attractivité internationale. Pourtant, il pourrait aisément devenir une véritable locomotive touristique. « Aujourd'hui, les destinations phares ont compris l'importance du carnaval comme produit d'appel. C'est une expérience unique qui mêle aspect social, culturel et économique », explique Luciana. Si l'on veut inscrire Saint-Martin sur la carte des carnivals incontournables, un effort collectif est nécessaire. « Il faut une action concertée entre le Comité, l'Office de Tourisme et la Collectivité. Nous ne sommes que les organisateurs, mais c'est un événement qui appartient à tout le territoire », insiste-t-elle.

Actuellement, les efforts marketing restent insuffisants. « Nous n'avons jamais fait la promotion du carnaval à l'international. Il faudrait envoyer des délégations à Saint-Kitts, Saba ou ailleurs, pour attirer du public. Mais cela demande des moyens financiers et un engagement plus large. » De plus, les acteurs économiques locaux, comme les hôtels et restaurants, ne se mobilisent pas encore pleinement pour valoriser l'événement. Leur contribution pourrait se traduire par des offres spéciales de séjour, des menus carnavalesques... afin de dynamiser toute l'économie locale autour du carnaval.

## Deux carnivals, une richesse culturelle

L'île a la particularité d'accueillir deux carnivals : celui de la partie française, plus traditionnel et calé sur le calendrier du carême, et celui de la partie néerlandaise, plus récent, datant de 1967, et conçu dès le départ comme un produit touristique. Cette coexistence est une chance, offrant deux expériences complémentaires. Pour Luciana, l'important est de préserver l'identité du carnaval made in Saint-Martin avec son côté familial et culturel, tout en lui offrant une visibilité internationale. Aujourd'hui, la tendance

à la standardisation se fait sentir, avec des costumes de plus en plus influencés par ceux de Trinidad, plus axés sur le visuel que sur l'aspect traditionnel. Le spectacle de rue, autrefois central, tend à disparaître. Les chorégraphies qui faisaient sa particularité sont peu à peu délaissées, certains participants voulant juste participer librement aux parades, sans contrainte, or l'aspect artistique et scénarisé doit être préservé. L'ambition serait d'intégrer davantage de groupes extérieurs pour offrir un spectacle représentatif des différentes cultures carnavalesques de la région. Le rêve ultime de Luciana serait des parades qui mettent en lumière les traditions de chaque île, pour que le carnaval de Saint-Martin soit une vitrine des cultures caribéennes.

## Un avenir à construire ensemble

Avec sa dizaine de troupes d'adultes, le carnaval mobilise des centaines de participants chaque année. L'une des parades les plus attendues est celle des enfants qui réunit entre 700 et 900 jeunes dans les rues de Marigot, un moment magique. Aujourd'hui, tout l'enjeu est de leur transmettre cette culture pour assurer la relève. Pour cela, une vision commune doit émerger. « Veut-on un carnaval de proximité, familial, ou souhaite-t-on en faire un événement d'envergure internationale ? Il faut une stratégie concertée. » Luciana souhaite un carnaval plus fédérateur, où chaque acteur du territoire s'implique, où l'on en fait un levier économique et culturel fort.

Avec le soutien de la Collectivité et de l'Office de Tourisme, le carnaval bénéficie déjà d'une aide logistique et d'une reconnaissance institutionnelle. Mais il reste encore du chemin à parcourir pour le hisser au rang des grands carnivals de la Caraïbe. « Le carnaval, c'est notre héritage. Nous sommes là pour l'organiser et le coordonner, mais c'est toute la communauté qui doit le porter. Si nous voulons qu'il brille, il faut l'envisager comme un produit phare du territoire, avec une ambition claire et des actions concrètes », conclut-elle. Le défi est de taille, mais avec passion et détermination, le carnaval de Saint-Martin a tout le potentiel pour devenir un rendez-vous incontournable de la Caraïbe.



## UNE CULTURE LOCALE À PÉRENNISER

La Collectivité de Saint-Martin soutient le carnaval depuis de nombreuses années. Consciente de l'importance de cet événement culturel pour la population et les visiteurs, elle prévoit cette année d'aller plus loin en signant une convention avec le Comité du carnaval sur une période de trois ans. Dominique Démocrite Louisy, 3<sup>e</sup> vice-présidente de la Collectivité de Saint-Martin, espère que ce partenariat contribuera à le faire grandir.

Autrefois, le carnaval attirait une foule nombreuse et générait des retombées économiques significatives. Écoles et lycées y participaient activement, renforçant le dynamisme des festivités. Aujourd'hui, Dominique Louisy en est consciente, l'engouement s'est déplacé



© Ann Bouard

vers la partie hollandaise, plus proche du modèle brésilien. Pourtant, Saint-Martin possède une richesse culturelle unique qui pourrait faire la singularité de son carnaval. Redonner toute son ampleur à l'événement passe pour la vice-présidente, en charge du pôle Développement humain et citoyenneté

de la Collectivité, par une préparation rigoureuse et par une dynamique qui doivent être impulsées par le Comité. Il faut aider les participants à se structurer et inciter les petits groupes à se réunir pour que les parades soient plus spectaculaires. En allant plus loin dans la démarche, le carnaval doit devenir un levier économique : couturiers, artistes, artisans pourraient en bénéficier, à condition de structurer une véritable filière locale.

Plutôt que de rivaliser avec la partie hollandaise, il faut donc miser sur l'authenticité et mettre en avant l'histoire – récolte du sel, l'indigo, les Johnny Cakes – ce qui permettrait de créer une identité propre et de séduire les touristes présents en haute saison.

Le carnaval pourrait prendre un nouvel essor s'il intégrait davantage de participants et favorisait la mixité sociale en rendant les costumes plus accessibles. Saint-Martin doit retrouver la fierté de son carnaval et en faire un véritable atout culturel et économique et la Collectivité se dit prête à suivre sur cette voie.

# FOCUS SUR DEUX GROUPES DE CARNAVAL

Derrière la magie des parades se cachent des bénévoles passionnés, qui œuvrent dans l'ombre bien avant que la fête ne commence. C'est le cas de Soualiwomen Kultural Association ou de Hot'N Spicy Troop, qui cultivent chacune à leur manière l'âme et les traditions du carnaval. Texte Ann Bouard



## Hot & Spicy : mixité et créativité

Si une troupe incarne la « Friendly Island », c'est bien Hot'N Spicy dont les carnavaliers reflètent toute la mixité du territoire. L'association fédère toutes les communautés et tous les âges. Cette année, la plus jeune à défilé avait seulement 6 ans et la doyenne 76 ans. Une mixité que l'on retrouve également dans les costumes que les carnavaliers fabriquent eux-mêmes désormais, avec le soutien des frères Brooks cependant pour les armatures. Coup de chapeau à Marianne, qui a 84 ans, est toujours à la fabrication des costumes. Pour cette édition 2025, c'est le thème « Caribbean Vibz » qui a été retenu, représentatif là encore de la fusion de couleurs à l'unisson de la mixité locale. La parade de Hot'N Spicy est toujours très attendue du public.



## SKA : culture et traditions

La Soualiwomen Kultural Association a choisi cette année le thème des femmes phénoménales. « Phenomenal Women », en référence au travail de Clara Reyes et Ruby Bute deux figures emblématiques de l'île, est dans l'esprit de cette association de Quartier d'Orléans qui met en avant, à chaque édition, un aspect de la culture saint-martinoise et a à cœur de défendre les valeurs d'un carnaval traditionnel. C'est donc naturellement que ses membres s'impliquent tout au long de l'année pour perpétuer ces traditions et transmettre aux plus jeunes les valeurs du carnaval, tel qu'il se déroulait autrefois. Ils confectionnent d'ailleurs eux-mêmes leurs costumes en privilégiant les matériaux naturels et issus du territoire. Leur implication va même au-delà, et pour se donner les moyens de participer aux parades, sous la houlette de Erica et Laticha Stephen, des ateliers eux aussi traditionnels, comme ceux des Johnny Cakes, sont organisés périodiquement... et font découvrir un autre pan de la culture, gastronomique cette fois.



Tendance au travail

# L'INCLUSION, UN PARI GAGNANT

Jeux collaboratifs, aménagements spécifiques, sensibilisation ludique : certaines entreprises déploient des trésors d'imagination pour inclure tous les talents. Zoom sur quelques pratiques inspirantes. Texte Sarah Balay

Contrainte réglementaire ou levier de performance ? Depuis plusieurs années, l'inclusion en milieu professionnel gagne en importance s'inscrivant à la fois dans une démarche légale, éthique et stratégique. L'inclusion désigne « la mise en place de pratiques visant à accueillir et à intégrer toutes les personnes, indépendamment de leurs origines, de leurs croyances, de leur sexe, de leur handicap, de leur âge ou de toute autre caractéristique personnelle ». En un mot, chaque salarié, quelles que soient ses spécificités, doit se sentir pleinement intégré, respecté et valorisé dans son milieu professionnel.

Au-delà d'être moralement juste, l'inclusion offre de surcroît, des avantages concrets aux entreprises. En effet, une équipe diversifiée et inclusive peut apporter une richesse de perspectives, d'idées et de compétences, favorisant ainsi la créativité et l'innovation. L'inclusion est désormais un élément crucial pour la qualité de vie au travail et la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Nous synthétisons ici un florilège de quelques pratiques inclusives en entreprise.

## Nommer des ambassadeurs de l'inclusion

Sur la base du volontariat, un ou plusieurs collaborateurs peuvent être formés pour devenir des « référents inclusion », capables d'aider leurs collègues et de promouvoir une culture inclusive.

## Collaboration avec des associations locales

De nombreuses associations spécialisées dans le domaine du handicap ou de l'égalité peuvent intervenir au sein des entreprises pour proposer des événements, des ateliers, le plus souvent ludiques et interactifs (pièces de théâtre, sketches, mises en situation, etc.).

## Campagnes humoristiques

Adieu les longs discours, optez pour la création de vidéos ou de bandes dessinées internes sur le sexisme, le partage des tâches familiales, l'importance des congés paternité ou encore les stéréotypes au travail.

## Programme de mentorat pour femmes

Afin d'encourager les femmes à gravir les échelons au sein de leur entreprise, des programmes de mentorat peuvent leur être proposés comme EllesVMH ou Women in Tech.

## Jeux collaboratifs

Pourquoi ne pas organiser des escape games ou des jeux d'équipe sur le thème de l'inclusion où chaque joueur doit utiliser des compétences spécifiques pour relever des défis en groupe ?

## Célébration des journées thématiques

La journée internationale des droits des femmes (8 mars) peut être l'occasion pour l'ensemble du personnel de se réunir pour débattre de cette problématique via des conférences, stands ou témoignages d'experts.

## Journée de découverte des talents

Le principe est de dédier une journée pour découvrir les compétences et les parcours des collaborateurs en situation de handicap ou avec des profils atypiques (autistes, dyslexiques, TDAH (trouble de l'attention), etc.) souvent mal connus.

## Ateliers de sensibilisation

Proposer aux collaborateurs de vivre et de partager, quelques heures ou le temps d'une journée, l'expérience d'une personne en situation de handicap comme travailler en fauteuil roulant ou manger dans le noir.

## CE QUE DIT LA LOI

- La discrimination au travail est considérée comme un délit puni d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.
- La loi Rixain (2021) prévoit plusieurs mesures favorisant l'égalité entre les hommes et les femmes dans le monde de l'entreprise : atteindre un quota de 40 % de femmes au sein des comités de direction (objectif 2029) ; le respect de l'obligation de publication de l'index d'égalité femmes-hommes ; la précision des modalités d'accès au télétravail pour les salariées enceintes, etc.
- Plusieurs lois se sont succédées en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap : celle du 10 juillet 1987 oblige les entreprises de plus de 20 salariés à embaucher au moins 6 % de travailleurs handicapés. Depuis 2020, avec la réforme de l'OETH (objectif emploi des travailleurs handicapés) toutes les entreprises déclarent désormais leur effort.

## COPIE RÉVISÉE AUX ÉTATS-UNIS

En janvier dernier, le géant des réseaux sociaux, **Meta**, a décidé de mettre fin à des programmes majeurs conçus pour favoriser la diversité en termes de recrutement. Dans une note, la maison mère de Facebook, Instagram et WhatsApp explique que la société « **continuera à chercher des candidats d'origines diverses tout en supprimant les objectifs de représentation spécifiques pour les femmes et les minorités ethniques qui étaient en place** ».

(Source : l'Echo et AFP)



## EN CHIFFRES

**74** % des salariés interrogés en France disent avoir été témoins d'au moins une forme de discrimination (recrutement, intégration, promotion).

**41** % évoquent une discrimination en lien avec l'apparence physique, 36 % avec le racisme, 34 % avec l'âge, 31 % avec le genre, 29 % avec l'origine ethnique.

**63** % disent avoir déjà été victimes d'au moins une forme de discrimination.

**77** % estiment que la prise en compte des enjeux d'inclusion serait un critère « important » de choix de leur nouvel employeur.

**30** % se décrivent comme « promoteurs de la diversité » dans leur organisation et 17 % « militants actifs » et 26 % « indifférents » (dont 30 % des plus de 50 ans).

(Baromètre international CEGOS 2022/4 000 salariés interrogés dont 1 000 Français)

Assurance

# 5 BONNES PRATIQUES POUR DÉCLARER UN SINISTRE !

Souscrire une bonne assurance pour protéger toute votre famille est essentiel, mais lorsqu'un sinistre survient, certaines erreurs peuvent retarder l'indemnisation. **Le comité des assureurs des Antilles-Guyane (CAAG)** dresse la liste des cinq actions principales à respecter.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim



## 1. Déclarer son sinistre dans les délais

Vous êtes victimes d'un dégât des eaux, d'un incendie, d'un accident, d'un vol ? Prenez le temps de bien relire afin de connaître le délai de déclaration de sinistre fixé par votre assureur. La réglementation prévoit un délai de 2 jours en cas de vol et 5 jours ouvrés pour tous les autres cas.

*Déclarez immédiatement votre sinistre via l'application mobile de votre assureur, par téléphone ou en ligne.* ✓

## 2. Respecter le formalisme exigé

Un dossier mal renseigné ralentit l'examen de votre demande. Excepté en matière d'assurance de dommages ouvrage, il n'existe aucun formalisme pour effectuer votre déclaration de sinistre. Un mail, un SMS, un courrier simple ou un appel téléphonique pourraient suffire. En pratique, mieux vaut effectuer votre déclaration par lettre recommandée avec avis de réception afin de pouvoir apporter la preuve de votre envoi, en cas de contestation.

*Rassemblez dès la déclaration les photos, factures, devis, témoignages* ✓

## 3. Compter sur l'expertise de votre assureur

Ne négligez pas l'expertise de votre assureur. Si une expertise est nécessaire et que vous tardez à la programmer, votre indemnisation prendra plus de temps.

*Facilitez la visite de l'expert et préparez tous les documents demandés* ✓

## 4. Respecter les conditions du contrat

Le contrat d'assurance obéit aux principes généraux énoncés dans le code civil mais il fait l'objet, en outre, d'une réglementation particulière. Si vous n'avez pas respecté les mesures de sécurité exigées (ex : absence d'alarme pour un vol), l'assureur peut réduire ou refuser l'indemnisation.

*Relisez bien votre contrat et suivez les recommandations imposées* ✓

## 5. Accepter une indemnisation sans vérification

L'indemnisation proposée peut être inférieure aux dommages réels. Une fois acceptée, elle est souvent définitive. Si vous avez un désaccord avec votre assureur, il faut essayer de résoudre le différend avec les services de la compagnie (conseiller, service clientèle). Si le litige persiste, vous pouvez saisir le médiateur de l'assurance ou de la justice.

*Vérifiez l'offre, comparez avec vos évaluations et demandez une contre-expertise si nécessaire.* ✓

Comité des Assureurs Antilles-Guyane  
 @Comité des assureurs Antilles-Guyane  
 secretariatcaag@gmail.com



**CONCEPTION  
COORDINATION  
RÉALISATION**  
 DE TRAVAUX TOUS CORPS D'ÉTAT  
 POUR VOS AGENCEMENTS

RETAIL SANTÉ  
 ESPACES TERTIAIRES  
 BANQUES ASSURANCES  
 HÔTELLERIE RESTAURATION

PRÉSENT À ST MARTIN  
 et sur l'ensemble des îles françaises de la Caraïbe depuis 1999

www.trendconcept.fr • contact@trendconcept.fr

**0590 387 440**



Banque

# POURQUOI S'INTÉRESSER À L'ÉPARGNE SALARIALE ?

L'épargne salariale est un outil dynamique pour attribuer de la rémunération supplémentaire sans augmenter sa masse salariale. Beaucoup de salariés ignorent qu'ils ont accès à ces dispositifs. Le point avec Michel Louisor, directeur de la Caisse de **Crédit Mutuel** de Saint-Martin.

Texte avec notre partenaire

## Quelles entreprises peuvent mettre en place les dispositifs d'Épargne salariale :

Toutes les entreprises quel que soit leur statut juridique ayant au moins un salarié au sens du code du travail

## Salariés, dirigeants de PME... qui peut en bénéficier ?

- Tous les salariés, avec la possibilité pour l'entreprise de mettre en place une condition d'ancienneté de 3 mois.
- Les dirigeants mandataires sociaux ou non dans les entreprises de 1 à 250 salariés
- Les conjoints-collaborateurs.

## Quelles formes peut-elle prendre ?

Les Plan d'épargne entreprise (PEE) et les Plans d'épargne retraite collectifs (PERECOL) sont les véhicules mis en place dans le cadre de l'épargne salariale.

## Comment peuvent-être alimentés les PEE et PERECOL ?

- Par des versements volontaires ;
- Par la mise en place d'accords d'intéressement ;
- Par la mise en place d'accords de participation ;
- Par le versement de la prime de partage de la valeur ;
- Par les transferts de PEE et PERECOL.

## PEE, PER... Comment choisir le bon dispositif ?

Nous préconisons la mise en place de PEE et PERECOL car ce sont des dispositifs complémentaires offrant plus de choix aux bénéficiaires (épargnants) et permettant d'optimiser les avantages fiscaux et sociaux.

Le PEE permet d'épargner pour financer des projets à moyen terme (achat immobilier, études des enfants...) et le PERECOL est un plan d'épargne en vue de la retraite.

## Qu'est-ce qui différencie intéressement et participation ?

- L'intéressement est un outil de motivation sur

mesure qui va associer le versement de primes à la réalisation d'objectifs définis dans le cadre d'un accord d'intéressement. Les salariés sont donc associés aux performances et aux objectifs de l'entreprise.

- La participation est un dispositif obligatoire à partir de 50 salariés (la loi fixe les conditions de calcul du seuil de 50 salariés) qui attribue un pourcentage du bénéfice aux salariés dans le cadre d'un accord de participation. Les entreprises de moins de cinquante salariés peuvent mettre en place si elles le souhaitent un accord de participation.

## Quid des plans d'épargne PEE (Plan d'épargne entreprise) et PER (Plan d'épargne retraite) ?

- Le PEE est une solution d'épargne à 5 ans en années glissantes qui permet aux bénéficiaires (salariés et dirigeants) de se constituer un portefeuille de valeurs mobilières avec l'aide de l'entreprise. Le législateur fixe des cas de force majeure permettant la sortie anticipée des PEE. Au terme des 5 ans les sommes sont disponibles et exonérées d'impôts sur les revenus.
- Le PERECOL est une solution d'épargne à vocation de retraite constituée sous forme de portefeuille de valeurs mobilières avec l'aide de l'entreprise. Le législateur fixe des cas de force majeure permettant le déblocage anticipé des sommes placées sur le PERECOL. À la retraite, l'épargnant peut choisir sa sortie : en capital, en rente ou panachage capital et rente.

## Quels sont les avantages fiscaux et comment en tirer profit ?

L'abondement de l'employeur est un vrai coup de pouce ! Maximisez votre versement pour en profiter au maximum. L'abondement est la possibilité pour l'entreprise d'effectuer un versement complémentaire au versement de l'épargnant. Cet abondement est versé en exonération de charges sociales dans des limites fixées par le législateur. Il permet un effet de levier pour l'épargnant car il vient gonfler son versement initial et les revenus générés sont exonérés d'impôt à la sortie. Gagnant - gagnant.



Votre imprimeur sur Saint-Martin



Affiches - Flyers - Menus - Papeterie - Cartes commerciales  
Faire-part - Dossiers - Plaquettes - Tickets - Dépliants - Chemises  
Brochures - Magazines - Carnets - Liasses



• Cartes de visite

• Flyers  
• Posters  
• Menus

• Brochures  
• Magazines

• Réactivité  
• Compétences  
• Suivi

• Tickets

CONTACTEZ-NOUS pour vos devis et/ou maquettes



Caisse de Crédit Mutuel de Saint-Martin  
0 820 830 234  
Hope Estate and Marigot  
9, rue de la République  
97150 Saint-Martin

La Savane - 97150 Saint-Martin  
Tél. 0590 87 50 24

imprimerie@primservices.net  
www.primservices.net

# L'art contemporain caribéen

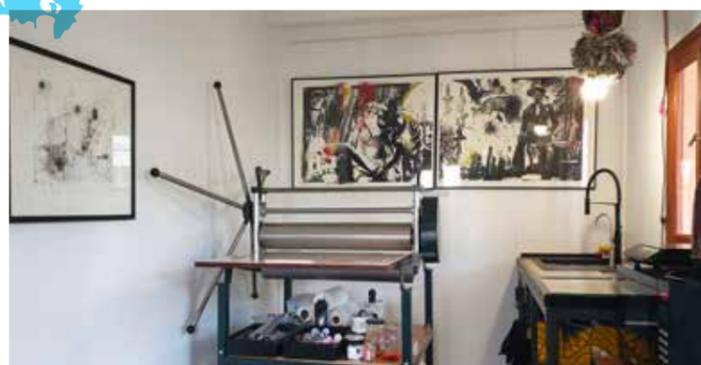
De Marseille à Venise, 2024 a consacré le dynamisme de la scène artistique contemporaine caribéenne. Longtemps invisibilisé et souvent trop méconnu, le travail des artistes antillais s'expose aussi sur nos territoires. Organismes privés ou publics et autres associations résistent et œuvrent pour défendre ces lieux de monstrosités de l'art. De quoi, peut-être, insuffler un élan nouveau qui pourrait relancer les projets d'un musée d'art contemporain en Martinique et en Guadeloupe.

Texte Floriane Jean-Gilles

## THE ART KCLOB (TAK)

Impossible de parler du TAK sans quelques mots liminaires sur HeadMade Factory. À sa création en 2010, HeadMade Factory est un collectif d'artistes qui œuvre à la promotion d'un tourisme culturel et artistique à St-Martin. L'un de leurs événements majeurs est une exposition, en 2012, à l'Office du tourisme de St-Martin, intitulée « Hey you ? What do you see of St Martin ? ». Après le cyclone Irma, le collectif est devenu une association mue par le même objectif et l'ambition d'accompagner les artistes vers la professionnalisation. L'association crée le TAK, en 2023 : espace de création, centre d'art autogéré et lieu de résidence d'artistes et de diffusion qui devrait ouvrir au grand public au 1<sup>er</sup> trimestre 2025. En février, le TAK accueillera l'artiste plasticienne Sidonie Bilger dans le cadre de son travail sur la thématique du carnaval.

The Art Klob  
8 rue de Concordia  
97150 Marigot



Espace de création du TAK.

## CREOLITAN MUSEUM GALLERY

Cette galerie privée, aménagée dans une ancienne habitation des années 1950, est un incontournable dans la promotion de la scène artistique caribéenne. Elle est née de la volonté du couple Hunt d'ancrer ce projet dans un lieu dédié après avoir été le moteur de diverses collaborations parmi lesquelles « Art Bémao ». Nommé en référence au Metropolitan museum, le Creolitan museum gallery produit 4 à 5 expositions par an. Le lieu a également vocation à recevoir des artistes en résidence. Cette année, un solo de Philippe Tomarel ou de Micheline Souprayen sera programmé avant la prochaine exposition collective, Groupshow, qui réunira 6 artistes.

Creolitan Museum Gallery  
47 rue Simon Chalder  
97122 Baie-Mahault

Creolitan Gallery, Baie-Mahault (Guadeloupe), 2025 - ©Vanessa Hunt.



La Véranda, galerie située à l'étage de Tropiques Atrium, lors de l'exposition Fwomajé.

## TROPIQUES ATRIUM SCÈNE NATIONALE

Loin de se limiter à une programmation autour du spectacle vivant, raison d'être des scènes nationales, Tropiques Atrium prend aussi le parti de promouvoir les arts plastiques et visuels. L'année dernière, la structure a accueilli 14 expositions d'art. 2025 s'annonce tout aussi foisonnante et éclectique. CURA : Remèdes et Poisons sera le fil rouge de ce premier semestre avec une exposition en deux temps : l'acte I du 21 janvier au 8 mars (vernissage le 20 janvier) et l'acte II du 8 avril au 24 mai (vernissage le 7 avril). Cette exposition en diptyque interroge notre rapport ambivalent aux plantes, dont les vertus curatrices (acte I) peuvent être perverties par la chimie (acte II). Le programme CURA vise à soutenir la présence des arts visuels au sein des scènes nationales.

Tropiques Atrium Scène nationale  
6, rue Jacques Calotte  
97200 Fort De France

## CARMA

Le Centre d'art et de recherche (CARMA) de Mana est un centre d'art contemporain d'intérêt national : 350 m2 dédié à la création artistique contemporaine et à l'artisanat traditionnel (expositions, ateliers, publications et résidences artistiques). En mars prochain, le centre inaugurera une installation immersive autour du bois et d'une œuvre monumentale du sculpteur Oscar Adogo, Soclage, désoclage. Poing levé. Cette installation fera également la part belle au travail de la céramique en associant une vingtaine d'artistes à la communauté Kali'na autour du projet Ancres, cloches et canon. Refondre l'histoire. Une œuvre photographique et une création sonore seront également au programme de cette exposition colossale.

Carma, centre d'art et de recherche de Mana  
235 avenue Myrella Jean-Elie  
PK1 RD22 Route d'Awala (En face du stade)  
Mana 97360



©Carole Poitou

# 02

LIFESTYLE

## Une journée à Saint-Martin...

Sélection subjective et enthousiaste d'activités : 4 coups de cœur, que l'on peut adapter au fil de la journée et au gré de ses envies ! Texte Ann Bouard

### DÉBUTER LA JOURNÉE EN MODE SHOPPING

Saint-Martin est assurément l'une des îles où il fait bon faire du shopping. Marigot, avec ses nombreuses enseignes, est le lieu idéal pour le lèche-vitrine, mais s'il en est une dont il faut absolument pousser la porte, c'est Made in SXM sur la Marina Royale. Inaugurée en fin d'année dernière, c'est l'une de rares boutiques à proposer une sélection d'objets imaginés par les artisans et créateurs locaux. Coup de cœur pour les céramiques de Pinky Chich.

(2 rue du Président Kennedy à Marigot)



### DÉJEUNER CHEZ GINETTE

Ginette, la patronne des lieux est haute en couleurs ! Mais c'est surtout une cheffe reconnue, qui ne l'oublions pas a représenté Saint-Martin au Salon de l'Agriculture l'année dernière. Se poser sur sa minuscule terrasse, c'est voyager dans des saveurs créoles qu'elle seule a su revisiter, toujours avec originalité.

Elle vous parlera de ses sauces à base de Guavaberry comme personne, et difficile de choisir entre sa cassolette de lambis flambée de coco et vin blanc et ses Wassous à la poêle sauce passion. Les becs sucrés ne pourront faire l'impasse sur son blanc-manger coco. Mais Ginette est là pour guider les gourmets, d'autant qu'elle aura sûrement imaginé une nouvelle recette entre temps !

(Marina Royale, rue de Sandy Ground)



### UN COUCHER DE SOLEIL SPORTIF

En quittant le Grand Case Beach Club, pour peu que ce soit un mardi ou un jeudi, on croisera un peu plus loin sur la plage un petit bout de femme, en plein cours d'aquagym. Ne pas résister à la tentation

de se jeter à l'eau pour enchaîner les mouvements toniques avec Celya. Parfait pour une remise en forme face au coucher de soleil, majestueux, sur cette partie de la baie de Grand-Case.

(Aquaterr'Happy - 06 73 51 20 19)



# 03

LIFESTYLE

## LITTÉRATURE

avec Claire Richer

## Page à page



Depuis septembre 2024, Claire anime l'émission **Au gré des pages**, sur Zitata TV. Elle signe, pour nos magazines, cette chronique, sélection de ses coups de cœur littéraires.

### PALÉ POU TAN, TOUT CE QUI FAIT QUE NOUS SOMMES NOUS

Marijose Alie-Monthieux, K. Éditions, 2024.

Marijosé Alie-Monthieux nous partage sa conviction de l'importance fondamentale du dialogue, de l'échange, pour la compréhension de l'autre dans l'expression de ses blessures, souffrances, interrogations et non-dits. Le dialogue, parler et entendre l'autre, est un acte fondateur pour la construction d'un avenir meilleur. Le 3 mai 2023 devait commencer une tournée de rencontres et conversations entre descendants d'esclaves et descendants de colons après 170 ans de silence. Cette caravane de tables rondes, qui devait se dérouler dans 32 des 34 communes de la Martinique, n'a pu se réaliser. Comment comprendre ce non-lieu, quels enseignements pouvons-nous en tirer pour la société martiniquaise ?



### AU COMMENCEMENT ÉTAIT LE MOT

Marie-Line Ampigny-Fondy, éditions Jets d'encre, 2025.

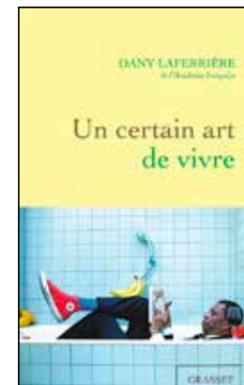
Laissez-vous emmener par Marie-Line Ampigny-Fondy qui, avec sa fougue, son énergie rayonnante, sa vivacité joyeuse et ses convictions profondes, nous explique l'importance du mot dans sa vie, le mot d'où tout part : « Un mot lu en gourmandise, un mot dit en partage, un mot écrit en offrande ». À travers ce recueil de sept nouvelles éclatant de vie et de couleurs, où chaque page célèbre la résilience, la beauté et appelle à la liberté, embarquez pour un voyage intime et profond entre résonances historiques et odes poétiques à la nature et à la profondeur des liens humains. Entre la douceur de son enfance, la puissance et son amour de la nature, et les épreuves transcendées, Marie-Line rend un hommage lumineux à son île natale, la Martinique, et à ses innombrables richesses.



### UN CERTAIN ART DE VIVRE,

Dany Laferrière, éditions Grasset, 2023.

Découvrez l'un des derniers ouvrages de Dany Laferrière, élu à l'Académie française, auteur iconique et invité d'honneur du Festival en pays rêvé en Martinique en novembre dernier. Dany Laferrière dit de cet ouvrage qu'il regroupe toute son œuvre, sous forme de maximes, réflexions commentées et rêveries. Cet ouvrage invite à explorer une partie de l'univers singulier de cet auteur haïtien qui mêle poésie, réflexion sociale et humour subtil dans ses œuvres, avec la grande liberté et l'élégance intellectuelle qui le caractérisent.



**INSTANT DÉCO**  
avec Chloé Lasserre



Adieu les standards carrés blancs, les interrupteurs et prises électriques sont aujourd'hui totalement personnalisables. En métal pour une touche contemporaine ou en bois dans un esprit plus cosy, très loin du simple détail fonctionnel, aujourd'hui l'appareillage électrique se conjugue en couleurs et en finition.



## NOUVEAUX FORMATS, NOUVELLES MATIÈRES

Parce que la décoration se pense dans les moindres détails, la gamme de prises électriques et interrupteurs s'est considérablement élargie ces dernières années. Ils peuvent dorénavant être parfaitement coordonnés à l'ambiance de la pièce. Laiton brossé, inox, chrome, cuivre, bronze, bois et même cuir, finitions mates ou brillantes, ils s'adaptent à tous les styles et à toutes les fantaisies, alliant design et ergonomie. Côté interrupteur, au choix du matériau, s'ajoute celui du bouton : type manette ou rond, poussoir ou va-et-vient. Certaines marques proposent même de les graver ou de les ennoblir grâce à des techniques d'orfèvrerie. Les prises électriques ne se dissimulent plus derrière les meubles, elles s'exposent !

## UNE MULTITUDE DE FONCTIONNALITÉS

Simple, double ou triple, les prises et interrupteurs s'adaptent également aux besoins, en fonction des pièces et des usages. Les commandes ne se limitent plus à la traditionnelle prise de courant, elles sont aussi les meilleures alliées de la technologie (prises USB, jack ou HDMI et sortie de fil) et même de la domotique (thermostat rotatif ou digital, haut-parleur ou détecteur de mouvement).

# Prises et interrupteurs : comment allier l'utile à l'agréable ?

Les interrupteurs et prises électriques sont désormais de véritables accessoires de décoration.

## À CHAQUE PIÈCE, SES USAGES

Il est essentiel de déterminer les commandes nécessaires en fonction de chaque pièce. Dans le salon, par exemple, mieux vaut privilégier un grand nombre de prises électriques derrière la télévision plutôt que d'avoir recours à une multiprise. Dans la cuisine également, surtout si certains appareils électroménagers restent branchés en permanence. Dans la chambre, le variateur est une excellente option pour pouvoir tamiser la lumière, on pensera également aux prises USB au niveau des tables de chevet et aux liseuses sur la tête de lit.



## DESIGN ET HARMONIE

Le budget alloué à l'appareillage électrique est assez conséquent quand on a recours à du sur-mesure. Alors, pourquoi ne pas commencer par touche, sur un mur décoré, en finition, ou dans une seule pièce ? Pour que les prises s'intègrent harmonieusement, l'astuce est de les marier aux poignées de portes, car elles se situent généralement à l'entrée d'une pièce ; ou alors de les fondre dans le décor, en optant pour une gamme prête à peindre, elles seront ainsi parfaitement coordonnées à la couleur des murs. Cependant, choisir les bonnes finitions et assurer une cohérence esthétique avec l'ensemble de son intérieur peut s'avérer complexe. C'est là qu'un architecte d'intérieur peut faire toute la différence. Chez Granbleu, notre showroom de décoration, nous proposons un service d'accompagnement sur-mesure pour vous guider et vous aider à sélectionner les appareillages les plus adaptés à votre intérieur.

**45 MINUTES**  
(ou presque)  
pour mieux comprendre

## VOUS AVEZ DIT « CONSENTEMENT » ?

« Qui ne dit mot consent », dit le proverbe. Mais la parole empêchée, confisquée même, en filigrane de l'insoutenable affaire des viols de Mazan ne saurait donner raison à cet adage d'un autre siècle. Dans ce nouvel épisode, prenons 45 minutes pour mieux comprendre ce qui se joue autour de la notion de consentement.

Texte Floriane Jean-Gilles



00:00 ————— 43:00

- 
- 
- 
- 
- 
- 



Retrouvez la playlist complète

# 06

LIFESTYLE

[ INTERVIEW ]

## En balade avec Baki Arbia

Le truculent directeur de l'Homage Hôtel ne conçoit pas la vie sans l'art, une composante essentielle dont il a fait son quotidien, entouré d'œuvres d'artistes de tous horizons dans les jardins de son hôtel. Une balade avec Baki, c'est avant tout rechercher la magie de la beauté et voir la vie comme une œuvre d'art.

Texte et photo Ann Bouard



### QUEL EST VOTRE ENDROIT PRÉFÉRÉ POUR VOUS RESSOURCER ?

Sans aucune hésitation, Happy Bay. Cet endroit est absolument magique, mais il se mérite, car il faut marcher pour accéder à la plage.

### OÙ AIMEZ-VOUS ALLER VOUS BAIGNER ?

Sur la plage de Baie Rouge, car elle a la particularité de changer sans cesse de physionomie. Parfois les gros rochers sont omniprésents, parfois ils disparaissent. Il manque désormais l'emblématique lolo de Raymond qui donnait au lieu une ambiance particulière, mais l'avantage est que l'endroit est à nouveau sauvage.

### UN LIVRE, UN ENDROIT ?

Je suis un grand lecteur et en ce moment je relis l'œuvre de Marcel Pagnol. J'aime ses histoires qui se lisent d'un trait. Je viens de terminer Topaze que j'ai lu au bord du lagon au lever du jour. L'endroit est à la fois apaisant et inspirant.

### QUEL EST VOTRE POINT DE VUE PRÉFÉRÉ ?

Le lagon justement. C'est l'une des vues que j'apprécie le plus, car d'un seul regard on peut embrasser la partie hollandaise de l'île, de la frontière de Porto Cup Coy à Simpson Bay.

### OÙ AIMEZ-VOUS PASSER DU TEMPS EN FAMILLE ?

À Mullet Bay ou au Galion car mes petits enfants peuvent s'y baigner. Ce sont des plages familiales par excellence, des endroits où l'on se retrouve et où il règne une certaine convivialité.

### UN ENDROIT POUR DÉGUSTER VOTRE PLAT PRÉFÉRÉ ?

J'aime beaucoup la cuisine italienne, et j'ai un faible pour l'Osso bucco. J'apprécie beaucoup la table de Spiga à Grand-Case ou encore le Mezza Luna à la Baie Nettlé. Mais j'avoue que par-dessus tout, j'aime le poisson frais, et particulièrement le Mahi Mahi, surtout lorsqu'il est cuisiné dans les lolo's du front de mer à Marigot.

### QUELLE ŒUVRE ACTUELLEMENT EXPOSÉE À L'HOMMAGE HÔTEL VOUS PROCURE LE PLUS D'ÉMOTIONS ?

C'est une œuvre encore inachevée, car il reste environ une année de travail à l'artiste pour terminer son monumental Iron Man. J'avoue avoir un faible aussi pour les sculptures de Frédéric Tostain, un artiste actuellement en résidence à l'hôtel.

# 07

LIFESTYLE

[ EWAG BUZZ ]

## Ce qu'il ne fallait pas louper !

Voici les contenus qui vous ont captivés ces dernières semaines. Des thématiques inspirantes, des personnalités marquantes, et des sujets qui résonnent avec nos territoires, (re)découvrez les moments forts qui ont marqué nos plateformes !



### ENTRE TERRE ET MER

Pêcheur engagé et élu local, Loïc Tonton jongle entre tradition maritime et responsabilités municipales. Que ce soit en mer ou sur le terrain, il met chaque jour son énergie au service de sa communauté pour améliorer le quotidien de tous.

▶ 30k vues

♥ 1006 interactions



### À FLEUR DE PEAU

À l'occasion de la journée mondiale de l'hypersensibilité, nous vous avons questionné sur ce trait de caractère parfois malconnu. Une vidéo qui interroge sur sa perception dans nos territoires.

▶ 37,3k vues

♥ 912 interactions



### MERYL ENFLAMME LA SCÈNE

Lors de son concert en Martinique, nous avons tendu le micro aux fans de Meryl pour comprendre les raisons de son succès. Authenticité, évolution artistique et lien fort avec la culture martiniquaise : les réponses témoignent d'une admiration profonde.

▶ 44,3k vues

♥ 975 interactions



@EWAG.FR

## Posez vos stylos !

« Posez vos stylos », tel était l'ordre qui signalait autrefois la fin d'un devoir écrit : tous les candidats devaient s'arrêter d'écrire, pour respecter la durée de l'épreuve. Mais de nos jours, on peut le comprendre autrement : posez vos stylos car vous n'en avez plus besoin !

En France, en moins de dix ans, le nombre de stylos-plumes vendus a été divisé par deux, passant entre 2010 et 2024 de 25 à 5,3 millions d'euros de chiffre d'affaires dans la grande distribution. Par ailleurs, 78 % des Français disent écrire moins à la main aujourd'hui qu'il y a dix ans. À ce rythme, la plume pourrait donc bien finir par devenir l'apanage des calligraphes. 15 %, c'est la proportion d'Américains n'ayant jamais rédigé de courrier à la main, selon un sondage réalisé en 2021. Un pourcentage qui promet d'augmenter puisque 37 % des personnes interrogées déclarent ne pas avoir expédié de lettre manuscrite depuis plus de cinq ans, et 50 % n'en ont pas reçu sur la même durée. Plus impressionnant encore : aux USA 45 États ont déjà abandonné l'apprentissage de l'écriture cursive, c'est-à-dire l'écriture en lettres attachées, au profit de l'écriture « scripte » avec des lettres individuelles et bien définies.

L'écriture manuscrite est une étape importante dans les apprentissages des enfants, elle a été mise en lien avec la motricité fine, la planification des gestes, l'attention soutenue et une meilleure conscience de la main. La recherche a mis en évidence que les zones du cerveau qui sont activées par l'écriture manuscrite ne sont pas les mêmes que celles qui sont activées par l'écriture au clavier. Il a été montré que la mémorisation est meilleure lorsque les notes sont prises à la main que lorsqu'elles sont prises avec un ordinateur. Le clavier va-t-il définitivement remplacer le stylo ? Allons-nous perdre cette perception immédiate des textes écrits à la main, lorsqu'on pouvait reconnaître sur l'enveloppe qui nous écrivait, tellement l'écriture nous personnifiait, nous différenciait les uns des autres ?

Plus nous nous avançons dans une société des écrans, c'est-à-dire une société qui privilégie la distance et la représentation, plus nous changeons de monde et l'écriture numérique deviendra la norme, sans oublier le retour à l'oral avec Siri qui permet de dicter des textes. L'écriture cursive devenant peu à peu un art de la calligraphie comme le Shodo japonais, une façon d'améliorer sa concentration, de se connecter avec soi-même et d'affûter son esprit, tout en recherchant le parfait équilibre.



**SoualiMag**

By **EIWAG**  
MARS 2025 N° 12

**LOGEMENT**  
Un engagement collectif

**5 CHOSES À SAVOIR**  
Le partage des profits en entreprise

**LIFESTYLE**  
En balade avec Baki Arbia

**Dauphin telecom**  
Lyva Viotty, responsable marketing  
Méline Lecompte, coordinatrice support commercial et administratif  
Romain Plagneux, responsable commercial des Îles du Nord.

**DOSSIER**  
VIVRE ENSEMBLE  
LE CARNAVAL DE ST-MARTIN, UNE TRADITION À FORT POTENTIEL !

**« NOTRE ANCRAGE TERRITORIAL EST SOLIDE »**

REJOIGNEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



@ewag.fr #mediapositif



**Professionnels**

# Attirez, motivez et fidélisez vos collaborateurs avec nos solutions d'Épargne Salariale.

**Les investissements effectués dans les dispositifs d'épargne salariale peuvent présenter un risque de perte en capital.**

Contrats souscrits auprès de Crédit Mutuel Epargne Salariale.

Crédit Mutuel Epargne Salariale, Entreprise d'investissement agréée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), Société anonyme au capital de 13 524 000 euros dont le siège social est 12, rue Gaillon – 75107 Paris cedex 02 – 692 020 878 RCS Paris – TVA intracommunautaire FR67692020878, Inscrit à l'ORIAS sous le numéro 17 003 947 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)).

Crédit Mutuel Epargne Salariale est une entité de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 euros, 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67913 Strasbourg Cedex 9, RCS Strasbourg B 588 505 354.

Credit photos : Gettyimages.

**Crédit  Mutuel**